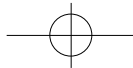
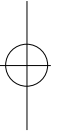
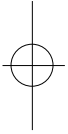
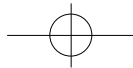
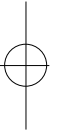
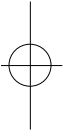
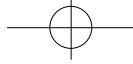


Université, quel avenir ?

Propositions pour penser une réforme







Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

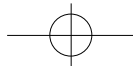
Université, quel avenir ?

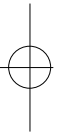
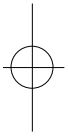
Propositions pour penser une réforme

Coordonné par Alfredo Pena-Vega et Edgar Morin
APC – Association pour la pensée complexe

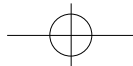
Cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

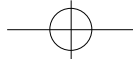
ÉDITIONS **Charles Léopold Mayer**





© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2003
Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2003
Cahier de propositions n° 8 *ISBN : 2-84377-074-2
Diffusion : Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin, 75011 PARIS
Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor





Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de «mondialisation» constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (annexe) a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau

international, qui ont abouti à la présentation, à l'occasion de l'Assemblée mondiale des citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en six langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans sept pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils sont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Les premiers cahiers publiés

n° 1 – *Éducation à l'Environnement : six propositions pour agir en citoyens*

Coordonné par Yolanda Ziaka, Christian Souchon et Philippe Robichon.
Paru en français, anglais, portugais et espagnol. À paraître en portugais, chinois et grec.

n° 2 – *Sauver nOs Sols pour Sauvegarder nOs Sociétés (SOS2)*

Coordonné par Rabah Lahmar, Alain Ruellan et Mireille Dosso.
Paru en français et espagnol. À paraître en anglais, arabe, chinois et russe.



n° 3 – Nutrition et politiques publiques : propositions pour une nouvelle approche des enjeux alimentaires

Coordonné par Geneviève Le Bihan, Francis Delpeuch et Bernard Maire.
Paru en français et espagnol. À paraître en anglais, portugais et chinois.

n° 4 – Le temps et ses usages : propositions pour un développement soutenable

Coordonné par Nicolas de Rauglaudre.
Paru en français. À paraître en espagnol et chinois.

n° 5 – Repenser la gestion de nos sociétés : 10 principes pour la gouvernance du local au global

Coordonné Pierre Calame.
Paru en français et espagnol. À paraître en anglais, portugais, chinois et arabe.

n° 6 – Privatisation du vivant : du refus aux contre-propositions

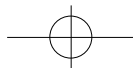
Coordonné par Robert Ali Brac de la Perrière
Paru en français et espagnol. À paraître en anglais, portugais et chinois.

n° 7 – Pour une gouvernance mondiale efficace, légitime et démocratique

Coordonné par Pierre Calame.
Paru en français et espagnol. À paraître en anglais, portugais, chinois et arabe.

n° 8 – Université, quel avenir? Propositions pour penser une réforme

Coordonné par l'Association pour la pensée complexe
Paru en français. À paraître en anglais, portugais, arabe et chinois.





n° 9 – Commerce équitable : propositions pour des échanges solidaires au service du développement durable

Coordonné par Pierre Johnson

Paru en français. À paraître en anglais, portugais, espagnol et chinois.

n° 10 – Changer de regard : les propositions des femmes pour des sociétés plus justes et plus solidaires

Coordonné par Nadia Aissaoui, Caroline Brac de la Perrière, Cécile Sabourin et Josée Belleau

Paru en français. À paraître en anglais, portugais, arabe et chinois.

En d'autres langues que le français

Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise d'une mutation

Coordonné par Valérie Peugeot.

À paraître en anglais, espagnol et chinois. Une version longue en a été publiée dans la collection «Dossier pour un débat» sous le titre Réseaux électroniques, réseaux humains.

L'art et l'identité culturelle dans la construction d'un monde solidaire

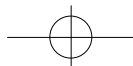
Coordonné par Hamilton Faria et Pedro Garcia

Paru en portugais. À paraître en anglais.

Une diversité culturelle inculturelle à l'ère de la globalisation

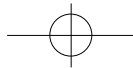
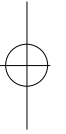
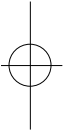
Coordonné par Augustí Nicolau Coll

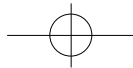
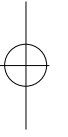
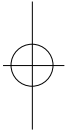
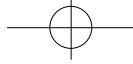
Paru en portugais. À paraître en anglais.





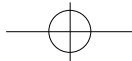
Tous ces textes, ainsi que ceux qui sont encore à paraître, sont disponibles sur le site Internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (liste en annexe):
www.alliance21.org/fr/proposals



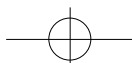
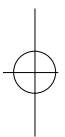
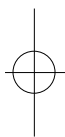


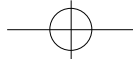
SOMMAIRE

Préambule	13
Introduction	17
Les défis d'une réforme de l'Université	23
Société et Université	29
Responsabilité sociale	29
<i>Proposition: Valoriser le service à la communauté humaine (non universitaire)</i>	30
<i>Proposition: Jugement et évaluation prospective responsables. Constitution de chartes universitaires</i>	31
<i>Expérience: Institutionnaliser un service social universitaire coordonné par l'Université</i>	33
<i>Proposition: Privilégier la féminisation dans les problématisations, échanges et nominations</i>	34
Culture et Université dans la cité	35
<i>Expérience: L'Université dans la Cité. Le projet culturel de l'université des sciences et technologies de Lille</i>	36
<i>Proposition: Les connaissances en tant qu'expérience de l'altérité</i>	41
Enseignement et marché du travail	42
<i>Proposition: Valoriser une formation universitaire pour des citoyens actifs et responsables</i>	42
<i>Proposition: Éthique de l'incertain face au défi d'une institution universitaire soumise à la rationalité marchande ..</i>	44
Gouvernance et Université	49
Université et autonomie	49
Politique éducative	50
<i>Proposition: Intégration de l'enseignement supérieur dans un projet global de formation</i>	51
<i>Proposition: Équivalences dans l'organisation structurelle et les curricula dans un cadre régional</i>	52



Partenariat,réseaux et coopération	53
<i>Proposition: Multiplier les réseaux,rendre visible l'invisible</i>	54
<i>Proposition: Promouvoir et valoriser la coopération internationale et interuniversitaire</i>	56
Transmission de connaissances	59
Formation des formateurs	59
<i>Expérience: Modèle de programme de formation sur l'interdisciplinarité</i>	59
<i>Proposition: Pouvoir des postes de coopérateurs interdisciplinaires à l'Université.Ébauche d'un profil</i>	63
Formation	68
<i>Proposition: Alternner nécessairement formation théorique et formation pratique par l'expérience de terrain</i>	69
<i>Proposition: Adéquation de la formation au contexte culturel et social</i>	70
<i>Proposition: Révision de la domination scientifico-technologique par un nouveau modèle de science et technologie qui intègre les savoir-faire des groupes non dominants</i>	72
<i>Expérience: Promouvoir la création de l'Université inter- et transdisciplinaire</i>	75
<i>Proposition: Relativiser l'idée d'excellence dans la hiérarchisation des contenus, des diplômes et des certifications</i>	79
Recherche	80
<i>Proposition: Pour une recherche qui ne soit pas simplement du ressort des chercheurs</i>	81
<i>Proposition: Redéfinir la propriété intellectuelle dans le cadre de la reconnaissance scientifique</i>	83
Notes	85
L'Observatoire international des réformes universitaires – Orus	87
L'Alliance pour un monde responsable,pluriel et solidaire	99
Les cahiers de propositions sur Internet	103
Les éditeurs partenaires	107
Sur le même sujet aux Éditions Charles Léopold Mayer	111





Préambule

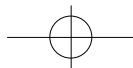
Huitième titre de la collection, ce cahier de propositions aborde un thème qui, s'il n'occupe plus forcément (pour le moment) le devant de la scène publique et médiatique, comme il a pu le faire au cours des dernières décennies, n'en demeure pas moins au cœur de plusieurs interrogations contemporaines brûlantes : sur l'avenir de nos systèmes éducatifs, sur nos modèles scientifiques et de développement, sur les valeurs et la culture, enfin, à préserver ou à construire dans la nouvelle époque qui semble s'ouvrir à nous.

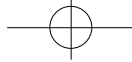
C'est peu de dire que le sens et la mission de l'Université, institution pluri-séculaire datant du Moyen Âge et réformée une première fois à l'aube de la révolution scientifique et technique du XIX^e siècle, ont perdu une part de leur évidence dans nos sociétés. Ce questionnement de l'Université sur elle-même résulte aussi bien de tendances de long terme (la vieille question de la massification, l'adaptation des systèmes éducatifs aux évolutions de nos sociétés) que d'évolutions plus récentes (la globalisation économique actuelle, et le rôle crucial qu'y joue l'innovation technologique). Dans ce contexte, le problème de la réforme de l'Université ne saurait se limiter à des



interrogations internes sur son fonctionnement ou son efficacité, sur les moyens de la rendre plus créative et innovante, ou sur les rapports qu'elle devrait entretenir avec le monde économique. Il renvoie aussi et avant tout au rôle – indissociablement social, politique et culturel – qu'elle pourrait et devrait jouer dans nos sociétés «globalisées», et que de fait elle joue peu ou pas assez : celui d'un lieu qui produise du sens pour nos sociétés, un lieu où puissent dialoguer les différentes cultures et les différents modes d'appréhension du monde, où puisse s'élaborer les modes de vie et de pensée de demain. Un lieu, au fond, qui soit à la hauteur des défis de nos sociétés, depuis celui de la diversité culturelle jusqu'à celui des modes de développement et de la maîtrise des sciences et des technologies.

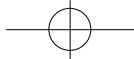
C'est pourquoi l'interrogation et l'impulsion initiales de ce cahier de propositions portent sur la question de la responsabilité de l'université et de ses acteurs. Elaboré par un groupe d'universitaires de tous les continents, ce document part d'une redéfinition de cette responsabilité, préalable nécessaire à toute tentative de réforme. Certes, il faut défendre le principe de l'autonomie et les «privilèges» universitaires, qui sont les conditions d'une véritable créativité et d'une recherche libre, mais cela implique que soit nettement formulée, en retour, la responsabilité des universitaires à l'égard de la société qui leur garantit cette autonomie et ces privilèges. C'est le contrat social qui régit, fût-ce de manière implicite, les relations entre l'Université et la société qui doit être repensé, ce qui nécessite un débat engageant la communauté universitaire et tous les citoyens. Faut de quoi le problème de l'évolution des institutions universitaires se verra réduit à celui de la soumission aux réquisits des acteurs économiques, sous prétexte d'inadaptation de la main-d'œuvre aux besoins des entreprises ou de course à l'innovation technologique.





La manière dont ce cahier de propositions est structuré répond à cette nécessité d'articuler reformulation d'un contrat social et réforme de l'institution, vision globale et expériences de réformes concrètes, partielles ou non, mettant en œuvre de nouvelles manières de faire et de penser et anticipant une réforme plus globale. Autant de manières de retisser des liens entre les différents acteurs intra- ou extra-universitaires et entre les disciplines. Autant d'exemples aussi qui illustrent combien la question des liens «intérieurs» à l'Université (transversalité, interdisciplinarité, lien entre enseignement et recherche, etc.) est rigoureusement complémentaire et inséparable de celle des liens «extérieurs»: liens entre l'Université et la société, coopération entre universités ou encore, dans les pays du Sud, problème de la relation d'une institution universitaire souvent très occidentalisée avec la réalité des sociétés locales.

Au sein de l'ensemble des cahiers de propositions, le présent document se situe donc à la croisée de trois ensembles. Le premier regroupe les propositions traitant, à différents niveaux, des problèmes de l'éducation et de son rôle dans nos sociétés: propositions sur *l'éducation et les enseignants**, sur *l'éducation à une citoyenneté active et responsable**, *l'éducation à l'environnement (Éducation à l'environnement: 6 propositions pour agir en citoyens, cahier de propositions n° 1)* ou encore sur *les jeunes**. Le second regroupe des cahiers traitant de l'innovation technique et de la production des savoirs, au regard en particulier des évolutions sociales et économiques: propositions sur *la maîtrise sociale des sciences**, sur *la société de l'information et de la connaissance**, ou encore sur *la privatisation du vivant (Privatisation du vivant: du refus aux contre-propositions, cahier de propositions n° 6)*. Méritent enfin d'être signalées les démarches issues d'autres milieux sociaux et professionnels qui portent, de manière similaire, sur la redéfini-



tion de leur responsabilité vis-à-vis de la société: démarches qui se sont traduites, entre autres, dans les propositions sur *la responsabilité des entreprises**, sur *les élus locaux**, *les militaires**, *les artistes**, etc.

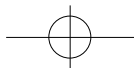
c

La nécessité d'une réforme de l'Université est tout aussi pressante au Nord qu'au Sud de la planète, quand bien même les problèmes se poseraient en partie de manière différente. La publication simultanée d'un tel document en plusieurs langues et dans plusieurs pays de différents continents a donc tout son sens et incitera, on l'espère, à renforcer les échanges d'expériences entre universités de différents pays, notamment dans le cadre de l'Observatoire des réformes universitaires, institution créée suite à la rédaction de ce cahier par un certain nombre d'universitaires ayant participé à son élaboration.

Olivier Petitjean

Coordinateur de l'édition française des cahiers de propositions

* Les cahiers de propositions mentionnés ici, lorsqu'ils ne sont pas encore édités, sont disponibles sur Internet. Voir la liste des thèmes page 103.





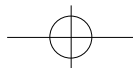
Introduction

Ce livre est un recueil de propositions élaboré à travers une confrontation d'échanges interactifs (par le biais d'un forum électronique de discussion) et d'échanges réels entre universitaires venus de pays, d'horizons et de disciplines différentes.

Les propositions et réflexions qui émergent de ce forum n'ont d'autre représentativité que celle des participants. Ceux-ci sont des universitaires qui ont consacré sept mois de travail volontaire à la promotion d'un débat citoyen sur l'Université, considérée comme un outil social privilégié pour le développement humain à travers la connaissance. Peut-être la plus grande richesse de ces discussions a été la conjonction, chez chaque participant, d'une double condition d'universitaire et de citoyen.

Il est important de souligner que ce forum s'est construit et focalisé essentiellement sur des échanges d'expériences plutôt que sur des formulations consensuelles. Les contenus exprimés dans ce livre ont été élaborés à partir de ces échanges. C'est en ce sens qu'ils expriment pleinement la pensée collective d'un groupe.

Enfin, ce document doit être parcouru comme une articulation nécessaire entre, d'une part, une vision générale de la réforme de l'enseignement, axe prioritaire privilégié dans les échanges et que nous exprimons sous forme





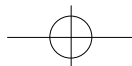
de réflexions générales et, d'autre part, des propositions plus spécifiques issues de tentatives d'anticipation d'une réforme souhaitée ou traduisant une transformation effective.

Cette expérience nous a menés à appréhender la réforme de l'Université comme dépassant le sens d'une simple réforme administrative et devant répondre aux grands défis que la connaissance affrontera au cours du troisième millénaire, à travers, en particulier, le défi de la globalité et celui de la diversité.

Cette démarche inachevée nous a permis d'élaborer une première réponse, centrée sur la compréhension humaine. Celle-ci ne pourra être possible que si l'Université est apte à surmonter, d'une part, la disjonction radicale des savoirs entre les disciplines, et d'autre part, l'énorme difficulté à établir un pont institutionnel entre ces disciplines.

À l'issue de cette première expérience et des réflexions qui ont nourri nos échanges croisés autour de la réforme de l'Université, nous percevons la nécessité de redéfinir et de promouvoir la responsabilité des acteurs universitaires face aux défis que nous pose la société. Comme nous l'avons diagnostiqué, l'Université est dans une phase de transformation importante sous la pression d'exigences diverses.

Cette première étape a mis en relief à quel point le savoir et les connaissances sont, aujourd'hui, une exigence sociale pour l'épanouissement et le bien-être des sociétés. Il en résulte non seulement une demande croissante de formation supérieure, mais aussi une demande importante de





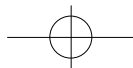
coopération entre les différentes disciplines, les divers lieux de production de connaissance et de culture, entre les différents savoirs.

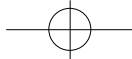
Ainsi, les échanges au sein de notre forum ont fait ressortir le besoin inéluctable d'explorer de nouvelles voies de réflexion permettant non seulement l'approfondissement des propositions formulées, mais surtout de mettre en pratique des expériences de réformes, à travers la création de l'Observatoire international des réformes universitaires – Orus (présentation en annexe).

Cet Observatoire s'est constitué à partir du réseau des universitaires qui ont participé à l'élaboration de ce document. Leur démarche a permis de révéler, dans beaucoup de lieux différents, l'existence d'innovateurs au sein de l'Université. Ces innovateurs ont deux caractéristiques : ce sont de chercheurs de sens, soucieux d'un nouveau contrat social entre l'Université et le reste de la société ; les innovations sont fondées en général sur des constats qui mettent en relief la nécessité de changements.

Dès lors, l'Orus est un outil incitatif qui a pour mission de promouvoir au sein de la communauté universitaire des actions de changements, de recherche, de suivi et/ou de promotion sur les questions qui touchent à la réforme de la pensée, c'est-à-dire de l'ensemble des systèmes de connaissances ou de transmission des savoirs à travers lesquels se constitue une culture scientifique.

Alfredo Pena-Vega





Coordinateurs Scientifiques

Edgar Morin et Alfredo Pena-Vega

Coordination

Georges Garcia, Aicha Archiche et Isabelle Decout

Ont participé à l'élaboration de ce cahier :

Aicha Archiche, *Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme*, France

Luis Carrizo, *Université catholique d'Uruguay*, Uruguay

Isabelle Decout, *Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme*, France

Abel Dushimimana, *Université nationale*, Rwanda

Georges Garcia, *Association pour la Pensée complexe*, France

Carlos Garza Falla, *Université autonome de Mexico*, Mexique

Nabil El-Haggar, *Université Paris Lille I*, France

Maria Giovanna Musso, *Université Roma 1*, Italie

Rigoberto Lanz, *Université de Caracas*, Venezuela

Enrique Luengo, *Université de Morelia*, Mexique

Alfredo Pena-Vega, *Centre d'études transdisciplinaires (EHESS/CNRS)*, France

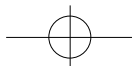
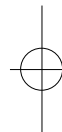
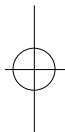
Graciela Rossi, *Université de Entre Rios*, Argentine

Cécile Sabourin, *Université du Québec*, Canada

Ana Sanchez, *Université de Valencia*, Espagne

Cleide Selveiro De Almeida, *Université catholique de São Paulo*, Brésil

Georges Thill, *Prelude, Université de Namur*, Belgique

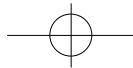
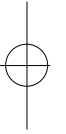
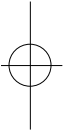


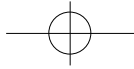
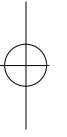
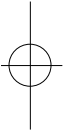
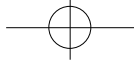


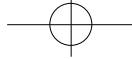
Remerciements

*« Nous exprimons notre gratitude à Helena Váz da Silva †,
présidente du Centro Nacional de Cultura à Lisbonne,
à Elimar Pinheiro Nascimento et Marcel Bursztyn
du Centro de Desenvolvimento Sustentable
de l'Université de Brasília pour les conditions de travail
et leur hospitalité lors de nos deux réunions de réflexion.
Enfin, nos remerciements vont aux participants
pour leur générosité et leurs contributions aux débats du forum. »*

L'équipe de coordination





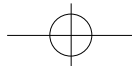


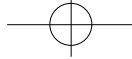
Les défis d'une réforme de l'Université

L'Université est dans une phase de transformation importante sous la pression d'exigences diverses. Qu'elle soit du Nord ou du Sud, riche ou pauvre, elle partage les mêmes préoccupations, se pose des questions sur sa raison d'être et son développement futur. Elle fait son bilan et réévalue ses missions vis-à-vis des défis que la société actuelle lui pose, tant au niveau local que global.

La responsabilité de l'Université et sa structure organisationnelle et politique sont en interrogation. En même temps, le paradigme classique d'organisation des savoirs est en difficulté, et l'approche classique de la reproduction culturelle et de la diffusion du savoir est remise en question.

D'un côté, s'il est évident que le savoir et la connaissance sont, aujourd'hui, une exigence sociale pour le développement et le bien-être des sociétés, il est aussi vrai que cela engendre non seulement une demande croissante de formation supérieure, mais aussi la nécessité d'une coopération importante entre les différentes disciplines, les divers centres de production de culture et de connaissance, entre les différents savoirs (scientifique, artistique, matériel). L'enseignement ne peut plus s'organiser selon le principe de l'apprentissage passif de notions établies, mais en fonction de la nécessité d'*apprendre à apprendre* de façon globale et contextuelle.





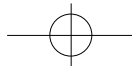
De l'autre côté, l'hyperspécialisation et la compartimentation disciplinaire empêchent l'accès aux connaissances majeures.

Par ailleurs, l'Université est sollicitée de toutes parts, en interne et en externe, à l'efficacité et à l'efficacé. Il lui est demandé de se soumettre aux marchés sous prétexte de garantir l'issue professionnelle de ses étudiants. Cette relation, non maîtrisée, risque de transformer l'Université en «collège supérieur de formation professionnelle» et en entreprise économique parmi d'autres. L'Université risque ainsi de faire passer au second plan l'enseignement supérieur (au sens le plus large du terme), la recherche et la diffusion de la culture.

Face aux défis et aux difficultés d'une réforme de cette institution pluriséculaire, alors que les réponses ne peuvent venir que d'une réflexion globale, la tendance générale est à des réponses adaptatives morcelées, éparpillées et principalement inspirées par les exigences du marché.

L'institution universitaire a toujours subi de profondes transformations au fil des siècles, en relation étroite avec l'air du temps et les savoirs, la culture et la science que les différentes époques ont produites.

L'Université publique doit préserver son âme en défendant le principe d'*Universitas*, ce principe qui l'a inspirée depuis sa naissance au Moyen Âge, comme lieu autonome de réflexion, de recherche et de diffusion des savoirs. Un lieu où les diverses approches de la connaissance et les différentes cultures, n'ayant d'autre but que la recherche d'une vérité commune, puissent dialoguer librement et en dehors de toute logique de rentabilité, et





en se soustrayant à toute coercition d'ordre national, religieux, économique, politique, etc.

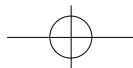
Le principe d'autonomie de l'Université doit être défendu en tant que garantie de pouvoir produire une recherche, y compris celle dite «non rentable», et un enseignement général, au-delà des diverses exigences extérieures.

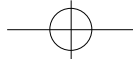
Le contraire conduirait à affaiblir la recherche, comme vision du monde, et à affaiblir le patrimoine culturel et scientifique en général.

Conformément à ses missions (recherche, formation, service aux collectivités, coopération internationale), l'Université doit donc demeurer un lieu prioritaire pour conjuguer pensée, savoir, enseignement, réflexion, éducation. Un lieu où se brassent les cultures, les langues. Un lieu qui serait capable de donner à l'intelligence du public, quel qu'il soit, des possibilités d'apprendre à regarder, à écouter, à apprécier, à critiquer, à évaluer les sciences et les techniques, la qualité d'un texte, d'une mise en scène, d'une interprétation, d'une œuvre artistique. Ce sont les outils nécessaires pour que chacun puisse construire sa propre vision du monde et partager, dans la différence et la pluralité, celle des autres en vue de la construction d'un destin commun.

Autour de ce dessein se situent les défis spécifiques que l'Université doit relever :

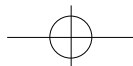
- son rôle de production et de diffusion de savoirs ;
- sa place dans la Cité, son rôle social, culturel et politique et les responsabilités que cette place engendre.





L'Université doit préserver les savoirs et les connaissances fondamentales et transversales en proie au redoutable appauvrissement culturel qui semble les ronger. Elle doit aussi jouer son rôle de dialogue et d'échange entre les différents lieux de production du savoir, des cultures. Remédier au déficit de sens qui frappe l'ensemble des secteurs qui font société.

Cantonnés dans leur spécialité, enfermés dans leur laboratoire, coupés du monde qui les entoure, une part non négligeable des enseignants-chercheurs universitaires ne s'intéresse dans les savoirs et les connaissances qu'à la partie qui leur est nécessaire pour exceller dans leur spécialité. L'enseignant chercheur devient un «super-technicien» peu universitaire et encore moins humaniste. C'est ainsi que la recherche dans les sciences, les lettres, la philosophie, les sciences humaines et l'enseignement de ces mêmes disciplines ne gardent de leurs missions que l'aspect «formateur», au sens d'une formation professionnelle restreinte qui sait répondre aux critères de l'efficacité technique et de la rentabilité économique, sans se soucier du culturel, c'est-à-dire de l'éducation d'un regard critique sur les savoirs, condition *sine qua non* de la prise de recul nécessaire pour donner un sens à l'entreprise de la connaissance. Bien que la spécialisation soit indispensable pour qu'un travail de recherche ou de création aboutisse et que les spécialités disciplinaires soient parfois nécessaires, il faut également mesurer les enjeux des savoirs et des connaissances et pouvoir porter un regard critique sur ces enjeux malgré la pression sociale et les contraintes internes et externes. Il faut comprendre les enjeux des ouvertures, des décloisonnements et de la transdisciplinarité autant que ceux des spécialités disciplinaires.



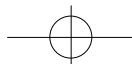


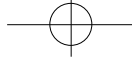
Une pédagogie mise en œuvre sur la base d'une relation d'exigence et de qualité non seulement s'imposera dans les rapports entre enseignants et apprenants, entre chercheurs et candidats-chercheurs mais aussi dans les rapports au pouvoir, entre gouvernants et gouvernés. C'est par cette qualité que l'épanouissement des individus, dans leurs rapports à la société, au monde et à la vie, sera véritable.

C'est ainsi que par son rôle de diffusion de la culture et du savoir, l'Université est au cœur, non seulement de la recherche, mais aussi de la volonté permanente de l'intelligibilité. Nous savons que les deux problématiques de l'interprétation du monde et de sa transformation sont solidaires. Nous savons aussi que si la transformation du monde se présente comme l'affaire de tous, la maîtrise de cette transformation reste encore un domaine réservé à une minorité.

Le savoir et la connaissance scientifique sont dépositaires d'un pouvoir qui n'est ni neutre, ni objectif. Il agit pour ou contre la vie et le bien-être! L'Université et les universitaires ont donc la responsabilité éthique et citoyenne de l'œuvre scientifique et technique.

Quand la masse de la population se trouve incorporée à la société, et donc aussi à la culture, à l'éducation et à la formation, l'Université doit intégrer cette problématique et la culture qu'elle propose de transmettre à la société doit prendre en compte l'ensemble des contraintes sociales, économiques et politiques. D'un côté, elle est traversée par ces contraintes, et de l'autre, elle est chargée de transmettre une culture fondatrice de la démocratie et du bien commun. Cette culture doit être élévation de l'esprit autant par le





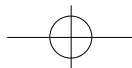
savoir scientifique que par l'approche artistique. Une culture de l'échange capable d'accompagner et d'anticiper des meilleures formes d'adaptation et de désadaptation futures. Car, comme l'avait écrit très justement Paul Ricœur dans *Histoire et Vérité*¹: «*La culture c'est aussi ce qui désadapte l'homme, le tient prêt pour l'ouvert, pour le lointain, pour l'autre, pour le tout. [...] L'Éducation au sens fort du mot n'est peut-être que le juste mais difficile équilibre entre l'exigence d'objectivation, c'est-à-dire d'adaptation, et l'exigence de réflexion et de désadaptation. C'est cet équilibre tendu qui tient l'homme debout.*».

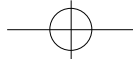
Il est nécessaire qu'il y ait un lieu comme l'Université qui prenne en charge non seulement la responsabilité éthique et civile de la science, mais qui participe à la citoyenneté et au bien vivre ensemble. Par la culture, qui permet de se connaître, car la culture est vecteur d'identité, et de se reconnaître, parce qu'elle est capable de reconnaissance, sans laquelle naît la marginalisation. La culture est un patrimoine collectif et elle est déterminante dans notre rapport à l'autre, notre réponse à l'appel de l'autre, dans l'espace public et l'espace privé. Elle est aussi la réponse à la méfiance et à la haine.

Peut-être trouve-t-on là une partie de la réponse à une question qui reste entière :

Comment lutter pour que la science et la recherche scientifique, les arts et ses pratiques, les savoirs, les connaissances et les techniques, produits de l'intelligence et de l'imagination du genre humain, soient au service de l'humain ?

NDLR : Les notes sont présentées page 85.





Société et Université

Responsabilité sociale

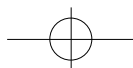
La responsabilité de l'Université et des universitaires se conjugue institutionnellement et individuellement.

L'institution universitaire a la responsabilité d'inciter à une vision critique de ses propres missions et des rapports de celles-ci avec la Cité. Par conséquent, elle a aussi la responsabilité de développer la réflexion critique en général et de garantir une autonomie de la pensée.

C'est sans doute le sens à donner aujourd'hui à la liberté académique et scientifique (la liberté académique valant aussi pour les étudiants). L'autonomie, par ailleurs, ne prend sens que dans une relation de partenariat avec les autres acteurs de la société concernés par ses projets ou réalités.

L'Université a ainsi la responsabilité de replacer la recherche et les savoirs dans leurs contextes social, historique, politique, culturel et esthétique. Il en va de la bonne marche de la démocratie.

Par ailleurs, l'Université doit développer la notion de la responsabilité individuelle. Il s'agit de reformuler et revendiquer un concept de responsabilité



éthique et déontologique qui se mesure non seulement aux dégâts évidents et directs des applications techniques, mais aussi au rapport des universitaires au monde et à la société en général.

■ *Proposition*

Valoriser le service à la communauté humaine (non universitaire).

Le service à la communauté constitue une mission de plus en plus nécessaire pour l'Université si elle veut mieux remplir son rôle social dans la société globale.

La troisième mission devenue classique de l'Université est celle du service à la communauté, ou mieux aux collectivités, ce qui, à l'inverse d'une dérive qui s'installe, ne doit pas seulement s'appliquer à la communauté intra-universitaire.

En raison des tentations de replis faussement sécuritaires en période de crise sur ce que l'on peut appeler, d'un côté, une tour d'ivoire ou, à l'autre extrême, un dévouement au service du marché global, cette mission est devenue capitale pour développer plus de synergies entre la recherche, la formation et les partenariats avec l'extérieur. Ce service à la communauté doit pouvoir consister en la remise en question de la pensée unique, d'un monde unique, d'une humanité sans autre perspective que l'apothéose du marché. Autrement dit, la remise en cause de l'empire monopolistique du rationnel suppose que des expertises plurielles soient favorisées grâce à l'Université, avec comme effet en retour pour celle-ci d'élargir son champ de création et d'activité par la confrontation avec les attentes et les besoins d'environnements spécifiques.



En tant qu'attention particulière portée à la promotion d'un monde responsable, pluriel et solidaire, l'expertise universitaire devrait surtout être mise à la disposition de communautés marginalisées.

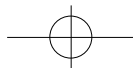
La reconnaissance de ce service dans l'évaluation de la carrière scientifique est indispensable, sous peine qu'il soit condamné à rester un appendice de la vie universitaire. La manière dont sont justifiés certains services administratifs internes montre déjà qu'ils constituent pour certains universitaires une façon d'accomplir cette mission, en servant la société globale indirectement, par la formation et la recherche que l'Université produit et diffuse.

Tout comme au Mexique et ailleurs (Brésil par exemple, avec les mesures prises à l'Université catholique de São Paulo vis-à-vis des communautés marginalisées), cette proposition devrait faire l'objet d'une législation dans tous les pays. Sa mise en œuvre repose sur le développement de réseaux associatifs humains d'universitaires et de scientifiques, en alliance avec les acteurs concernés de la société.

■ *Proposition*

Jugement et évaluation prospective responsables. Constitution de chartes universitaires.

En matière de recherche, le chercheur et l'enseignant-chercheur universitaire doivent être conscients que tout savoir produit et diffusé ne peut être qu'un savoir responsable, et que cette responsabilité doit s'évaluer par des jugements contextualisés (temps, lieux, culture, société) et dans une perspective de société mondialisée.



L'Université se présente par tradition comme un milieu autonome de liberté académique, c'est-à-dire situé au-delà des contingences et des partis pris (neutre et objectif). D'où la nécessité d'affirmer, en son sein et dans ses indispensables partenariats avec l'extérieur, son rôle social dans le contexte de la mondialisation technologique, financière et économique.

Le jugement et l'évaluation doivent se faire sur la base d'une analyse de la place de l'Université dans la cité humaine et dans une humanité inscrite dans un environnement biologique, physique et social. Il doit se faire aussi en tenant compte du fait que toute création ou innovation, pour être réussie, doit nécessairement s'accompagner d'innovations sociales, et donc engager une formation à et par la recherche dans ce sens. Ceci revêt actuellement une importance de tout premier ordre dans un contexte de globalisation tronquée engendrant l'exclusion sociale.

La mise en œuvre de cette proposition passe par la conception de procédures permettant la libre expression évaluative des étudiants, des scientifiques, des académiques, et également des administrateurs. Ces évaluations impliquent des débats dans les différents types de conseils universitaires à tous les niveaux.

Exemple

Ce type de procédures a été mis en place à Namur (Belgique) en ce qui concerne certaines facultés, et, en leur sein, certains groupes de section et départements. Au niveau plus général de l'Université, une charte a été élaborée, qui est devenue constitutive à la fois de la régulation universitaire et de l'implication de l'Université dans des aspects de développement



durable et de justice sociale. Cette charte a fait l'objet de débats sur plusieurs années. Elle doit être constamment rappelée comme référence fondamentale.

■ *Expérience*

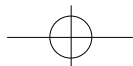
Institutionnaliser un service social universitaire coordonné par l'Université.

Institutionnaliser le fait que 30% de la formation des étudiants soient consacrés à des projets de service communautaire multidisciplinaires, coordonnés par les universités et financés par l'État.

Dans le système éducatif supérieur mexicain, un service social requiert, pour l'obtention d'un diplôme, d'avoir réalisé un travail professionnel au service de la communauté. Ce service est né en 1940 dans le cadre de la formation en médecine, où il fonctionne le mieux. Bien que cette expérience n'ait jamais été un succès total, il est évident qu'elle peut apporter beaucoup à la société, et faire le lien entre l'Université et les problèmes réels tout en enrichissant la formation des étudiants.

S'en dégagent les idées suivantes :

- Tout étudiant devrait ressentir le devoir de rendre à la société le savoir acquis lors de ses études.
- Cela permettrait également à l'Université de rencontrer les problèmes de la société et de les répercuter sur la formation.
- La nature même des problèmes touchant la majorité de la population requiert une connaissance inter-, multi-, et transdisciplinaire.





Cette proposition comporte donc deux axes :

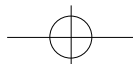
- pour les étudiants, cette activité doit être l'occasion de mettre en pratique les acquis scolaires ;
- pour les universités, elle doit permettre de mettre en œuvre des projets multidisciplinaires de développement social, qui permettraient de récupérer les savoirs quotidiens et de réinterroger les instances de formation sur la pertinence de leur enseignement.

■ *Proposition*

Privilégier la féminisation dans les problématisations, échanges et nominations.

Dépasser les contenus formels, les cours magistraux et les guides pratiques pour pouvoir faire jouer à l'Université son rôle d'acteur social partenaire de processus de développement durable depuis l'échelle locale et nationale jusqu'à l'échelle régionale et planétaire. Les problématisations ne peuvent pas se passer de la prise en considération de l'équité hommes/femmes. Elles impliquent aussi que la pratique universitaire ne soit pas réduite aux technologies de la communication.

Formateurs et apprenants doivent s'atteler sans cesse à défendre l'importance décisive des échanges et des problématisations. Ainsi la formation s'articulera-t-elle toujours aux milieux de vie. Une attention spécifique doit être portée aux vecteurs de formation (langues, symboles, média), de manière à valoriser l'enracinement culturel de l'intervention pédagogique. Ceci prend une importance spécifique avec la montée des exclusions et des replis identitaires face à la dominance occidentale dans la globalisation, afin que l'Université puisse servir une culture de paix et une cohésion sociale. Il ne faut pas oublier non plus que l'institution universitaire doit aussi établir





une équité hommes/femmes loin d'être acquise. Le rôle féminin permet à l'Université d'inscrire des valeurs et des sensibilités vitales plus concrètes.

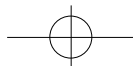
Il ne faut pas croire que l'implantation de technologies nouvelles, dites de la communication, donnera aux échanges toute la portée qu'ils méritent. Attention aux universités purement virtuelles.

La mise en œuvre de cette propositions implique :

- de privilégier selon les cas l'engagement féminin à niveau égal de compétences, en sauvegardant l'esprit de communauté académique et scientifique. Il faut être conscient que ceci constitue un combat non seulement auprès des académiques masculins, mais aussi, comme maintes expériences l'attestent, au niveau des nominations, au niveau des jurys, auprès de certaines femmes, qui pourront facilement soulever des obstacles sur des détails pour préserver un territoire de monopole difficilement acquis ;
- une solidarité hommes/femmes et femmes/femmes ;
- de continuer à favoriser la rencontre physique expressive, qui dépasse la réalité purement rationnelle et engage la réalité sensible.

Culture et Université dans la Cité

L'Université doit être un lieu ouvert de réflexion, de recherche, de rencontres et d'échanges et une force de proposition sur l'ensemble des problématiques culturelles qui intéressent à la fois les rapports entre les différents champs des savoirs, de l'art et de l'éducation, et les différents questionnements qui préoccupent la Cité.





Le débat d'idées, l'épanouissement de la pensée et la question du sens doivent être parmi les principales préoccupations de l'Université. Il lui appartient de permettre l'émergence de dispositifs, de lieux et d'objets culturels sur des thèmes particuliers, sur lesquels l'ensemble des disciplines et des champs culturels seraient appelés à poser leur regard.

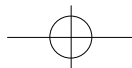
De cette manière, la valorisation culturelle de la recherche scientifique, technique et artistique permettra au monde universitaire de se confronter avec la société en mettant en débat la valeur sociale, culturelle et éthique de cette recherche. Ceci participe de l'acquisition des éléments nécessaires à éclairer le débat public et politique autour des savoirs et des techniques. Cette confrontation est un enrichissement mutuel de l'Université et de la société.

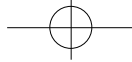
La réalisation de tels projets «extrascolaires» engage naturellement la communauté universitaire dans son ensemble et les divers partenaires potentiels, éducatifs, institutionnels et associatifs de l'Université. Celle-ci devra consacrer les moyens nécessaires à la réalisation de tels projets.

■ *Expérience*

L'Université dans la Cité. Le projet culturel de l'université des sciences et technologies de Lille.

Le projet culturel de l'université des sciences et technologies de Lille (USTL) est une illustration de la manière dont les principes mentionnés ci-dessus peuvent être mis en œuvre.





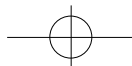
La clef de voûte des activités est constituée par les «Rendez-vous d'Archimède», qui se proposent de travailler autour d'objets thématiques. Ces thèmes sont divers, sociaux ou politiques (exemples : le travail, la ville, la responsabilité, les frontières), liés à l'actualité (exemples : l'école entre utopie et réalité, l'environnement et les rapports de l'homme à la nature, le développement, la Méditerranée des femmes) ou intemporels (exemples : l'altérité entre le visible et l'invisible, la spiritualité, le temps, l'infini, l'erreur). Sur chacun de ces thèmes sont posés et déclinés le regard scientifique des savoirs et celui sensible de l'art.

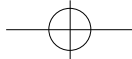
Le regard des savoirs

Un comité scientifique transdisciplinaire est constitué afin de décliner le thème en axes principaux à développer. La cohérence de ce travail s'appuie sur toutes les disciplines, à travers une approche historique, épistémologique, philosophique, scientifique, psychanalytique, sociologique et politique.

Cette déclinaison du thème dans son rapport aux savoirs s'établira de multiples manières :

- tables rondes, conférences débats (généralement une douzaine) ;
- journées d'études, où des aspects plus pointus sont abordés ;
- colloques visant un public plus ciblé ;
- expositions pédagogiques itinérantes ;
- publication d'articles de fond et d'ouvrages collectifs, sur papier et sur Internet ;
- production de spectacles scientifiques et d'expositions pédagogiques thématiques.





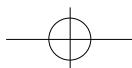
Le regard sensible de l'art

Un comité de programmation est mis en place. Celui-ci est chargé de décliner une programmation artistique portant sur les thèmes choisis.

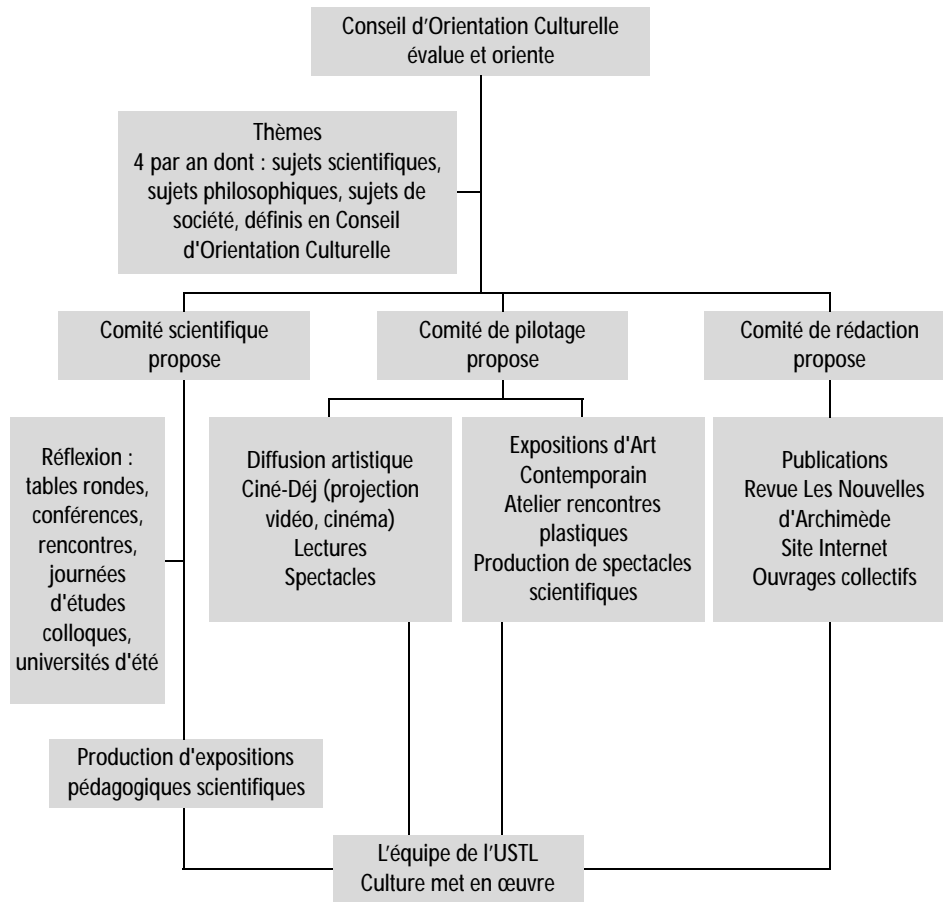
L'art contemporain, le théâtre, la musique, le cinéma, la vidéo, les lectures publiques, les ateliers d'écriture sont invités à investir chaque thème proposé. L'intervention de l'artiste et de l'œuvre dans ce cadre permet de rompre avec l'univocité des cultures disciplinaires, afin d'être davantage tourné vers le questionnement, l'enrichissement, voire la confrontation des regards, plutôt que l'unicité des points de vue et la démonstration.

Le soutien à l'initiative associative

- En interne : mise en place d'une politique cohérente de soutien et d'incitation aux projets culturels associatifs étudiants, enseignants ou individuels.
- En externe : proposition d'un accueil en terme non pas de programmation mais de soutien logistique aux associations culturelles, compagnies amateurs, semi-professionnelles ou professionnelles qui en auraient fait la demande à l'USTL Culture (sur décision d'une commission).



Organisation de l'activité thématique de l'USTL Culture





Le public de ces rencontres est aussi diversifié que nombreux :

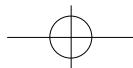
- diversifié : des étudiants, des lycéens, des retraités, des éducateurs, des enseignants, des chercheurs, des associatifs, des spécialistes, etc. ;
- nombreux : chaque rencontre rassemble de cent à quatre cents personnes.

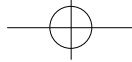
Le public est pour une part individuel et anonyme, et pour une autre part il est partenaire (lycées, associations, partenaires culturels et artistiques, etc.). À ce titre, il est associé en amont et invité à travailler et à livrer sa réflexion.

Tous ces projets sont réalisés au sein d'un équipement actuellement composé d'un café culturel équipé d'un coin scène, d'une salle d'exposition et des bureaux de l'équipe en charge du projet, sur environ 500 m². Cet équipement sera doté à moyen terme de 1000 m² supplémentaires.

Exemple de partenariat

Les lycéens sont associés par un travail de partenariat volontariste. Des lycées en convention avec l'Université, avec la complicité d'un professeur, forment en leur sein des groupes de lycéens volontaires. Ces groupes reçoivent des universitaires, membres des comités scientifiques, qui exposent la démarche suivie. Les lycéens sont ensuite susceptibles de se déplacer à l'Université. Ils sont aussi invités à travailler sur les thèmes des journées d'études. Ils viennent y participer en exposant le résultat de leur réflexion et en écoutant les spécialistes de la question.





■ *Proposition*

Les connaissances en tant qu'expérience de l'altérité.

Un rapport de coexistence existe entre le dialogue, la diversité et l'autre. Et s'il y a un lien avec l'autre, cet autre ou alter ego ne devrait pas être vu seulement dans le sens d'une autre personne, mais devrait aussi être compris comme altérité socio-épistémologique et pédagogique.

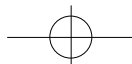
L'altérité socio-épistémologique et pédagogique doit être présentée comme un défi. L'*alter ego*, quand on ne l'accepte pas dans sa différence, est considéré et traité comme «*alius*», c'est-à-dire étrange, et alors le dialogue se ferme. Le défi de l'altérité est un défi d'amour exprimé dans un rapport complexe d'insécurité, de rencontre, d'antagonisme et de dialogue.

Si l'altérité contemple l'autre comme sujet, autre forme de construction de la connaissance et d'autres savoirs, elle ne cesse d'impliquer une dimension éthique qui passe par des choix de chemins, d'idées, de croyances, de valeurs et s'appuie sur une conception de l'humain.

Nous croyons qu'une réforme de la pensée et de l'Université est une attitude journalière de l'altérité.

En considérant ce qui a été exposé, nous proposons :

- de développer une réflexion qui considère l'altérité comme première et directrice dans la création de projets ;
- de considérer les réalités comme des interconnexions dans un dialogue continu ;





– de considérer les espaces publics et privés comme des espaces de culture et de stimulation de la pluralité et de la démocratie cognitive.

Enseignement et marché du travail

Protéger l'Université et sa raison d'être de la «marchandisation» et de l'impitoyable logique de la rentabilité est une nécessité. Les contraintes économiques, sociales et politiques ne doivent pas mettre en cause la cohérence et l'équilibre entre savoirs et savoir-faire, savoirs dits fondamentaux et savoirs dits appliqués.

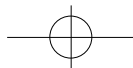
Il est aussi nécessaire que l'Université réserve la place qui leur revient aux enseignements critiques et interrogatifs du sens, de la citoyenneté, de l'environnement, des relations humaines, de l'altérité, des connaissances éthiques, épistémologiques, politiques, etc.

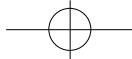
■ Proposition

Valoriser une formation universitaire pour des citoyens actifs et responsables.

Dans un contexte où la tendance forte est de privilégier les formations professionnelles au service de la pensée unique, il est essentiel de revaloriser une formation de citoyenneté où l'esprit critique puisse trouver place et être valorisé dans les programmes universitaires, pour éviter la pure instrumentalisation de la pensée.

Avec le développement des marchés de la formation universitaire, le risque est fort d'assister à une dissociation entre formations spécifiques insuffisantes pour les uns et formations fondamentales plus qualifiantes pour les



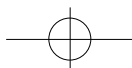


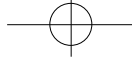
autres. Il y a aussi un risque de voir s'accroître la hiérarchie entre les programmes dont peuvent bénéficier les élites et les autres.

Cette proposition vise à former des citoyens actifs et responsables, des professionnels et professionnelles capables d'initiative dans leur domaine et capables de continuer à apprendre. Bref, des personnes dotées d'esprit critique.

Sa mise en œuvre passe en particulier par une action auprès des mécanismes d'accréditation des programmes, des instances responsables de la reconnaissance des programmes et des équivalences entre programmes. Chaque pays a ses propres règles, qui sont certainement affectées par l'ouverture des marchés. Les organismes publics responsables de l'accréditation des programmes et les universités elles-mêmes doivent avoir des politiques claires et explicites à ce propos. Au sein des universités, ce sont les professeur-e-s et les étudiant-e-s, ainsi que les instances responsables des programmes, qui sont concernés. Un soutien du public à la formation universitaire fondamentale est également essentiel pour qu'elle reste accessible à tous.

Cette proposition vise à ne pas perdre ce qui a déjà existé, par exemple au Québec avec la coordination au niveau étatique des programmes universitaires. Il est à craindre que la tendance actuelle ne provoque une détérioration, sous prétexte d'éviter des dédoublements de programmes ou de favoriser des programmes plus ciblés. Résultats: pensée unique et offre croissante de connaissances instrumentales au sein des programmes, disparition de programmes moins «rentables».





Connaître les pratiques existantes dans divers pays est également essentiel pour se faire une idée plus précise de la détérioration rapide en cours, évaluer les potentiels et surtout identifier les alliés dans ce domaine.

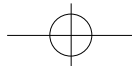
■ *Proposition*

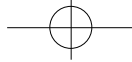
Éthique de l'incertain face au défi d'une institution universitaire soumise à la rationalité marchande.

L'éthique de l'incertain et la pensée métisse doivent aller à l'encontre d'une omni-marchandisation de l'Université (de la recherche comme des autres missions), toujours plus soumise à sa viabilité financière, économique et techno-scientifique. Parmi d'autres indicateurs, on assiste à un renversement de la conception idéaliste de la création, de la diffusion et de l'application des savoirs.

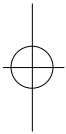
L'Université traditionnelle occidentale (de celle de Bologne à celle de Berlin, telle que pensée par Humboldt), dominante au Nord et au Sud, est désormais gérée dans une logique de multinationale, tout en restant ancrée dans des structures de type mandarinales, quel qu'en soit le modèle. Par exemple, la biotechnologie ou l'informatique sont devenues des objets de recherche fondamentale.

Le *manager* est celui qui définit la politique de fonctionnement universitaire. Il est pris dans la logique des turbulences financières suscitées par le marché global, laissant en retrait les enjeux socioculturels pluriels de l'innovation et de la création, nécessaires à la qualité globale du développement autosoutenable.

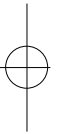




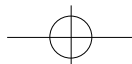
Il est surprenant de voir le changement de langage dans les textes officiels anglais ou européens, où l'étudiant devient un client. Le chercheur devient un exécutant de projets commandités par l'économie solvable. La «suprafonctionnalité» disparaît au profit d'une vision de super-école professionnelle gérée selon la structure rationnelle d'une entreprise (unidimensionnelle), et où un recrutement massif et démocratique s'accompagne d'une forte bureaucratisation des modes de gestion. Ce qui, sur le plan de la recherche, se traduit par un alignement sur des programmes industriels internationaux, de manière à être financièrement viables. Cela exclut la reconnaissance de toute recherche à finalité non économique. L'universitaire soi-disant autonome sur le plan institutionnel et libre sur le plan académique et scientifique n'a d'autre choix pour faire tourner son laboratoire que d'entrer dans des grands programmes définis par d'autres corps sociaux.



La conscience critique se dissipe du fait des conditions d'une production scientifique inscrite dans une division du travail et une parcellisation des savoirs, alors même que le discours officiel se gargarise d'interdisciplinarité ou de transdisciplinarité, comme si la techno-science ne remplissait pas une fonction pratico-sociale. La théorie dont se prévaut l'Université est devenue un lieu théologique de la vérité. Ce qui lui permet de devenir une caution de la pensée unique, alors que par nature elle est productrice de pensée plurielle.



La dimension gestionnaire et financière, prenant le dessus, ne permet plus à l'Université d'être le creuset ou le catalyseur d'interactions multiples. Elle n'est plus moteur de mutations en cas de crise, ni anticipatrice ou initiatrice de changements.





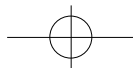
La mise en place d'interactions entre les connaissances scientifiques et techniques avancées et les savoir-faire et faire-savoir locaux de chaque culture se fera en particulier par la reconnaissance de réseaux associatifs humains et de leur complémentarité à l'institution, de manière à rendre à l'Université son caractère instituant.

Il est décisif sur le plan de la citoyenneté et de la responsabilité sociale que l'Université réinstitue une communication avec la société, sur un mode différent de celui de l'expertise. La valorisation d'intermédiations telles que les réseaux associatifs appuyés par des réseaux techniques et logiques permet un débat public et controversable. De même, si la liberté académique et l'autonomie institutionnelle peuvent encore avoir une pertinence, c'est au travers de partenariats avec des acteurs extérieurs. Ces derniers permettent de mieux mesurer les enjeux, les attentes, les besoins et les urgences des générations présentes et futures.

Les universitaires sont sans cesse conduits, même par rapport à des objets ou des thèmes connus, à faire de la «re-cherche», de façon à favoriser capitalisation et échange d'expériences. Le métissage des cultures et l'hybridation des savoirs doivent donc être revendiqués.

Cette proposition concerne tous les universitaires, y compris les étudiants, qui doivent s'engager dans les travaux de recherche avec les partenaires extérieurs concernés, acteurs à part entière.

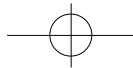
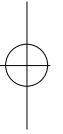
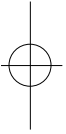
Cet engagement ne peut être l'œuvre de décisions hiérarchiques ou institutionnelles, mais d'initiatives de professionnels universitaires. Pour aller à l'encontre des blocages et résistances institutionnelles, qu'ils soient symbo-

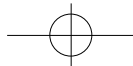
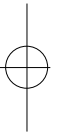
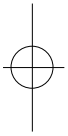




liques, administratifs ou organisationnels, la coopération est une voie extrêmement efficace techniquement et efficiente socialement. Si la science est stratégie, en particulier aux yeux de l'Université, le changement passe par les tactiques (actions de «faire des coups» sur le terrain de l'autre).

Pour une part, ces idées sont déjà appliquées implicitement par certains décideurs, par exemple la Commission européenne, qui préfère travailler en terme de réseaux de chercheurs pour attribuer des subventions à recherches ciblées sur des enjeux majeurs (sida, etc.).





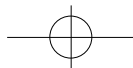


Gouvernance et université

Université et autonomie

Dans le domaine de la gouvernance de l'Université, on a sacrifié ce qui devrait en être le principe structurant, la fonction académique. En général, le débat sur la gouvernance des universités s'est déplacé du domaine du débat sur les fins à celui de la lutte pour le pouvoir, avec la transformation d'une idée aussi élémentaire et simple que celle de s'organiser à partir d'intérêts communs en un scénario chaotique de confrontation d'intérêts divers.

Deux exemples actuels illustrent ceci, le cas espagnol et le cas mexicain. En Espagne, la réaction à la proposition du ministère de l'Éducation sur l'élection par vote universel et direct des autorités universitaires s'est focalisée sur le mécanisme en lui-même, plus que sur sa pertinence ou non en fonction de la tâche universitaire. Au Mexique, il est intéressant de signaler que tout le débat sur la réforme de l'Unam (Université nationale autonome de Mexico) en est resté à la nécessité de réviser sa structure de direction, et n'a peu ou pas porté sur l'indispensable réforme académique.





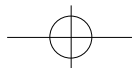
Une question se pose: pourquoi l'Université, qui a aidé la société de manière directe et significative à se donner des formes de gouvernement et d'organisation appropriées aux fins poursuivies, se montre-t-elle si incapable de s'organiser et de se gouverner elle-même? La distance critique qu'elle maintient avec la société, elle la perd avec elle-même, et elle se transforme presque toujours en tour d'ivoire isolée de l'environnement qui lui donne sens, qui la crée et qui a des attentes fondées sur sa production.

Les thèmes de la gouvernance universitaire et de son organisation doivent passer par un débat contradictoire le plus large possible sur le sens et le caractère essentiel de l'autonomie de la tâche académique. C'est la société dans son ensemble qui assume les conséquences de cette autonomie et donc la seule autorisée à demander des comptes sur son exercice.

La gouvernance et l'organisation de l'Université doivent répondre au principe de représentativité maximale de tous les membres qui la constituent.

Politique éducative

Il est nécessaire de construire un système d'équivalences et d'échanges entre les différents parcours d'études, ce qui est déjà le cas en Europe, qui permettrait dans d'autres régions du monde, à configuration socioculturelle semblable, une optimisation des ressources rares pour favoriser la mobilité et la coopération.





■ *Proposition*

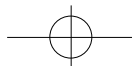
Intégration de l'enseignement supérieur dans un projet global de formation.

L'enseignement supérieur fait partie de l'ensemble éducatif et doit en particulier être en interaction avec l'enseignement secondaire et articuler formation initiale et formation permanente.

L'Université a tendance à oublier qu'elle s'inscrit dans un système éducatif général. Il lui faut s'adapter constamment au public qu'elle accueille, qu'il s'agisse d'adultes ou d'étudiants. La formation ne doit pas se réduire à un enseignement *ex-cathedra*, mais doit intégrer des séminaires et des travaux pratiques où l'expérience de tous les participants joue un rôle central, y compris pour le professeur-médiateur.

La mise en œuvre de cette proposition implique :

- une révision annuelle des programmes et leur transformation si nécessaire dans l'esprit évoqué ci-dessus ;
- au niveau des structures décisionnelles, l'intégration d'acteurs sociaux extérieurs de différents milieux (État, industriels, travailleurs sociaux, animateurs culturels, etc.) ;
- de dépasser les résistances internes liées à la mentalité universitaire ;
- de ne pas tout décider par décret ministériel ;
- que les étudiants soient partie prenante dans la discussion, l'élaboration, l'évaluation, au même titre que les acteurs extérieurs. Il incombe aux décideurs d'y veiller.





■ *Proposition*

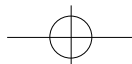
Équivalences dans l'organisation structurelle et les curricula dans un cadre régional.

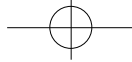
On rencontre actuellement de nombreux systèmes de programmes d'enseignement, notamment le système anglo-saxon et le système francophone, et même à l'intérieur de chacun de ces systèmes, les programmations sont différentes. Si bien que les équivalences entre les pays posent énormément de problèmes et constituent des obstacles à la mobilité de la population scolaire et estudiantine et à la collaboration institutionnelle.

Il existe à travers le monde autant de systèmes d'organisation et de programmation de l'enseignement qu'il y a de pays. Des différences énormes existent en particulier entre le système des pays anglo-saxons et celui des pays francophones. Les pays de l'Est de l'Europe, ceux de l'Asie ont également leurs propres systèmes. Chacun des pays du tiers-monde adopte habituellement le système éducatif de son ancienne métropole.

Pour compliquer encore la situation, à l'intérieur même de ce que l'on peut appeler un « grand » système d'organisation et de programmation d'enseignement, il existe entre les pays des différences assez palpables. À titre d'exemple, dans le système francophone, l'organisation et la programmation de l'enseignement en France diffèrent sensiblement de celles de la Belgique.

Ces différences entre les systèmes d'enseignement gênent considérablement les échanges des enseignants et des chercheurs, particulièrement entre les



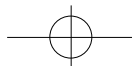


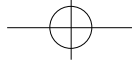
pays du Sud. Il n'est pas facile d'entreprendre des projets de recherche en commun, alors que souvent les problèmes de société sont identiques. On assiste tout simplement à une duplication des recherches, avec pour conséquence un usage non rationnel de ressources régionales déjà insuffisantes. Dans une logique de bonne utilisation de ces ressources, il serait intéressant d'avoir au niveau régional des universités et des centres de recherche régionaux particulièrement spécialisés.

À l'heure où les pays ont tendance à s'unifier en régions du monde (Union européenne, Union africaine) et compte tenu de ce qui vient d'être dit, la définition de critères d'équivalence précis s'avère nécessaire, surtout pour les pays du Sud, afin de favoriser et de faciliter la mobilité scolaire et étudiante ainsi que la coopération interuniversitaire à tous les plans. Cette proposition concerne autant les États et les universités que les organismes des Nations unies et les organisations non gouvernementales chargées de la science de l'enseignement : Unesco, Organisation mondiale de la santé, etc.

Partenariat, réseaux et coopération

Les partenaires de l'Université sont aussi nombreux que divers selon les contextes politiques, culturels et sociaux. Le partenariat et la mise en réseaux participent à un meilleur développement des missions de l'Université. Une prise de conscience de part et d'autre est nécessaire afin d'optimiser l'apport mutuel, sous toutes ses formes, entre l'Université et la société.





Il s'agit également de développer une coopération interuniversitaire et internationale responsable, basée sur le profit et le respect mutuels. L'accueil d'étudiants et d'enseignants-chercheurs du Sud dans les universités du Nord, en particulier, doit être à la hauteur de ces enjeux.

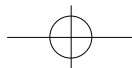
■ *Proposition*

Multiplier les réseaux, rendre visible l'invisible.

Lancer un mouvement d'acteurs, d'institutions et de communautés dans une dynamique qui optimise la problématique de la complexité dans l'enseignement supérieur.

Cette proposition est directement issue des échanges qui ont mené à l'élaboration du présent document et de la méthode de travail mise en place, en particulier la mise en place d'une «base de textes et de documents» (voir en annexe la présentation d'Orus). Elle consiste à :

- impliquer des institutions d'enseignement supérieur, en prenant appui sur les participants au Forum, dans une discussion des textes de cette base, afin de susciter des réélaborations qui soient partagées par plusieurs institutions d'un même pays ;
- capitaliser les propositions et actions résultant de ce mouvement et renforcer la possibilité d'exécution conjointe des propositions ;
- établir un calendrier sur deux années au minimum pour rendre effective la proposition de formation d'un réseau qui rende visible l'invisible, qui mette en lumière les expériences des différentes régions.





Cette proposition se situerait dans les pays qui intègrent – entre autres – le Mercosur, et concernerait leurs universités publiques. Elle repose sur une perspective anthropologique, culturelle et éthique, qui encouragerait le sauvetage des identités locales dans la diversité et le respect de celles-ci, en prêtant attention à la tension essentielle entre ces traditions locales régionales et les processus globaux propres à une modernisation technologique.

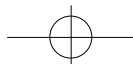
La mise en œuvre de cette proposition permettrait :

- la reconnaissance des «autres» divers intra- et inter-institutionnels et la valorisation des expressions, productions, stratégies technico-technologiques des différentes matrices socioculturelles des communautés concernées ;
- de rendre visible les réseaux socioculturels brisés mais non perdus de ces communautés, et de promouvoir leur sauvetage comme un intérêt suprême dans l’articulation entre Université et communautés.

Les changements nécessaires dans l’enseignement supérieur impliquent d’articuler l’Université avec et dans les communautés où elles s’insèrent, aux niveaux micro et macro. Il s’agit de parier sur la récupération du lien social et la création d’un espace émergent à partir de la virtualité qu’offrent les nouvelles technologies de la communication, concevoir l’Université dans un rôle d’articulateur des résistances et, à partir de la connaissance, proposer de nouvelles directions face au défi des modèles dominants.

Cette proposition se déclinerait donc en plusieurs temps :

- une phase initiale de «mobilisation» (discussion de la base documentaire du forum dans toutes les institutions intervenantes) ;
- une phase d’extension et de socialisation à toutes les autres institutions et dans les communautés ;





- une phase de «production simultanée» et de diffusion des résultats de ces discussions institutionnelles dans les différentes régions concernées;
- une phase de «renforcement» et d'évaluation de ces nouveaux réseaux quant aux actions possibles, aux productions, au partage des expériences qui peuvent satisfaire le but initial : rendre visible l'invisible, encourager le développement humain dans les régions concernées, avec l'Université comme axe articulatoire.

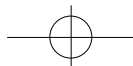
■ *Proposition*

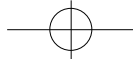
Promouvoir et valoriser la coopération internationale et interuniversitaire.

La coopération permet d'amplifier aujourd'hui, dans un univers pluriel et mondialisé, l'enracinement culturel et l'innovation scientifique.

Il s'agit là d'une mission récente pour l'Université, validée depuis une dizaine d'années par les différentes rencontres et conférences internationales universitaires, puisqu'il est difficile de porter seul la mise en œuvre de certaines recherches.

La coopération sert essentiellement à l'échange indispensable d'expériences et de savoirs non capitalisables en un seul lieu. Elle permet un travail de confrontation, de comparaison et d'apprentissage mutuel en matière de formation à et par la recherche, en termes de techniques et d'innovations comme en termes de contenus d'enseignement, de pratiques pédagogiques et de contextes d'intervention. Elle ne peut être pleinement efficace et au service des différents partenaires que si :

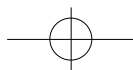


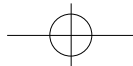
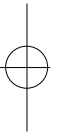
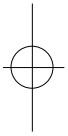
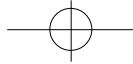


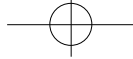
- au préalable et au fil des activités, sont mis en évidence les enjeux inter-universitaires ;
- elle est le fruit de négociations réelles sur des projets spécifiques à finalité unique.

En valorisant ces dialogues à voix multiples, en reconnaissant et en promouvant des coexpertises et des réciprocitys protéiformes, la coopération dans le domaine de la recherche et de la formation favorise l'ouverture de chaque communauté universitaire à d'autres milieux de vie, tout comme la prise de conscience de son propre milieu. Manière parmi d'autres, mais paradigmatique, d'inscrire la « pluriversité » comme critère contemporain dans la société globale et planétaire et de faire jouer à l'Université son rôle de catalyse et d'incubation.

Par-delà la simple association entre universités, la coopération doit être une alliance à différents niveaux d'acteurs universitaires citoyens et responsables. Le réseau humain, issu de la volonté d'universitaires différents de travailler ensemble et en complémentarité des alliances institutionnelles, donne son plein sens à la mise en œuvre de cette proposition.







Transmission de connaissances

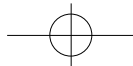
Formation des formateurs

■ *Expérience*

Modèle de programme de formation sur l'interdisciplinarité.

La constitution d'espaces d'apprentissage et de formation dans les projets interdisciplinaires est primordiale. L'interdisciplinarité et son application ne viennent pas d'elles-mêmes dans les têtes des chercheurs. Pour cette raison, un processus d'apprentissage avec un soutien épistémologique, méthodologique et technologique est nécessaire. Cet apprentissage converge, pour ainsi dire, vers une réforme de la pensée scientifique et de l'action des chercheurs et techniciens.

Cette proposition se base sur une démarche initiée en Uruguay. Il s'agit de mettre en valeur les rares productions que les chercheurs intéressés par ces sujets ont réussi à élaborer localement et dans les autres pays. Il ne s'agit pas ici de communications sur des cas qui existeraient dans différents champs du travail scientifique et professionnel, mais d'espaces spécifiques de développement de la pensée transdisciplinaire et de l'action interdisciplinaire. Nous considérons que cet espace devrait être pris en charge par un milieu académique qui cherche à contribuer, avec des facteurs de production



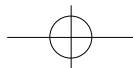


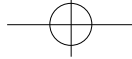
systématisés, au travail chaque jour plus exigeant des chercheurs et des techniciens.

Ce que nous proposons est une expérience de formation qui cherche à organiser – sous la forme de séminaires – les différentes facettes impliquées dans ce mode de travail interdisciplinaire. Son objectif est d'avoir un regard qui transcende les spécificités nécessaires du disciplinaire, en développant des capacités qui permettent un travail commun, dans un mouvement transversal aux champs impliqués. Ce programme de formation peut être mis en œuvre de manière autonome, ou peut être associé à des programmes académiques qui incluent l'interdisciplinarité comme élément dans des programmes scolaires globaux.

Il est d'une importance conceptuelle fondamentale de faire ressortir que cette proposition ne vise pas à inhiber ou éroder les développements et les recherches unidisciplinaires. Au contraire, elle parie sur une haute qualification unidisciplinaire pour augmenter les chances de succès dans les approches multiples. En ce sens, l'une des questions à laquelle tout engagement interdisciplinaire devrait répondre est la pertinence de ce format pour appréhender un problème donné. Cela veut dire que, à notre avis, l'interdisciplinarité n'est pas une option idéale, mais plutôt un choix tactique. Il est important de garder cela à l'esprit, étant donnée la haute complexité de sa structure et la quantité de ressources nécessaires pour son développement.

Pour ces raisons, nous comprenons qu'un programme de formation qui tend à produire et renforcer des capacités de recherche et d'intervention interdisciplinaires peut favoriser la production appliquée. À travers lui, il est





attendu que le participant puisse répondre finalement aux questions de base: le pourquoi, le quand et le comment de l'interdisciplinarité.

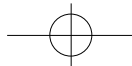
Objectifs du programme

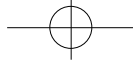
- Objectifs généraux :
 - contribuer à la formulation critique des paradigmes d'action dans le travail scientifique ;
 - favoriser une réforme de la pensée scientifique qui contribue à l'avancée de la connaissance ;
 - tendre à renforcer un esprit de recherche ouvert à la complexité croissante du monde actuel, aux différents savoirs impliqués et à une communication respectueuse et productive entre ces savoirs.

- Objectifs spécifiques :
 - générer un espace de débat sur les paradigmes qui fondent la recherche scientifique et l'intervention technique ;
 - offrir des outils conceptuels et méthodologiques pour l'élaboration interdisciplinaire ;
 - relever les conditions groupales, institutionnelles et administratives des projets interdisciplinaires.

Lignes de contenu thématique du programme

- La stratégie transdisciplinaire: « penser en réseau » :
 - crise des paradigmes ;
 - critique des épistémologies classiques ;



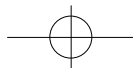


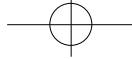
- définition de la pensée complexe ;
- approximations de la réalité : les limites du savoir ;
- vers une stratégie transdisciplinaire.

- Le projet interdisciplinaire : « agir en réseau » :
 - la recherche systémique ;
 - les méthodologies, les technologies et l'administration ;
 - les équipes interdisciplinaires dans la recherche appliquée et l'intervention ; la constitution, la coordination et la dynamique productives et antiproductives ;
 - la recherche participative : intégration extra-disciplinaire ;
 - la vision à partir des disciplines ;
 - la description du projet interdisciplinaire (atouts et limites) ;
 - aspects institutionnels dans le projet interdisciplinaire (obstacles et avantages).

Items pertinents devant être considérés dans le programme

- Items relatifs à l'épistémologie de l'interdisciplinarité :
 - mouvements interdisciplinaires dans les sciences ;
 - transfert de connaissance (importation/exportation de modèles) ;
 - processus de transfert de connaissances ;
 - problèmes fréquents dans le transfert des connaissances.
- Items relatifs à l'équipe interdisciplinaire :
 - facteurs de détermination de l'équipe interdisciplinaire ;
 - les types d'interaction liés à l'interdisciplinarité ;





- technique d'intégration d'équipes;
- profil idéal du responsable de l'équipe;
- caractéristiques personnelles pour l'interdisciplinarité.

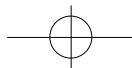
- Items relatifs au projet interdisciplinaire :

- demandes qui aident à l'apparition de l'intérêt interdisciplinaire ;
- étapes d'un processus interdisciplinaire ;
- étapes dans le développement d'un projet interdisciplinaire.

Le Programme proposé a déjà été appliqué à l'université catholique d'Uruguay. Il a été élaboré et conduit par Luis Carrizo sous l'auspice du vice-rectorat académique et du département d'Éducation de cette université. Le résultat fut de bonne augure, fournissant un précédent pour de futures actions. Il est important d'envisager de le reproduire dans d'autres institutions, puisque le thème proposé est d'intérêt général dans le milieu académique, et qu'il est possible de l'adapter aux institutions de recherche, organisations de la société civile, organes de décision du Gouvernement et aux entreprises. L'Association pour la pensée complexe peut servir de référence institutionnelle pour son développement et sa divulgation.

■ *Proposition*

Pouvoir des postes de coopérateurs interdisciplinaires à l'Université. Ébauche d'un profil.



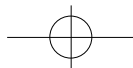


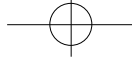
Cette proposition tirée de l'expérience française ébauche un profil potentiel de coopérateur interdisciplinaire à partir d'une analogie avec le métier de consultant fonctionnel.

Le consultant fonctionnel – à ne pas confondre avec un expert ou «consultant-expert» – joue un rôle de médiateur. Dans une société de service, il a un rôle interfonctionnel par essence et, dans le domaine des nouvelles technologies, assure le lien indispensable entre l'entreprise et son mode de fonctionnement, d'une part, entre l'entreprise et l'informaticien et son appréciation de la faisabilité technique d'une solution, d'autre part.

Par analogie, un rôle similaire extrapolé pour l'Université permettrait de faire coopérer des projets de recherche pluridisciplinaires et de dispenser un enseignement sur des aspects généralistes, sur des questions de méthodologie ou sur des notions interdisciplinaires.

Cette proposition s'inscrit dans le contexte de la France, c'est-à-dire d'une Université sectorielle constituée en chapelles de pensées, ouverte exclusivement aux titulaires de doctorats ou post-doctorats, privilégiant classiquement des parcours monodisciplinaires. Une Université qui ne peut plus prétendre à un positivisme strict ou à un savoir absolutisé et qui doit revaloriser sa fonction sociale. Une Université où il faudrait aussi parfois désacraliser la nature du savoir pour *faire émerger d'autres types de connaissances, fondées par exemple sur une éthique des conséquences*, qui ne relèveraient pour autant ni de la production industrielle, ni de la production de services.



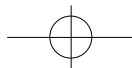


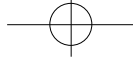
Rôle du consultant fonctionnel. Exemple des nouvelles technologies et des systèmes d'informations.

Les outils développés par des spécialistes de la programmation informatique doivent répondre au préalable à un cahier des charges ou à des spécifications que ni l'entreprise cliente, ni le développeur ne peuvent produire. Une «interface» est nécessaire pour recueillir le besoin, le formaliser en termes interprétables par l'informaticien. Le métier du consultant consiste à opérer à différents niveaux. Au niveau de l'entreprise cliente, en amont, le consultant intervient comme un «catalyseur» du besoin; en visitant toutes les catégories de personnel concernées, il dessinera un système d'information qui finira par répondre de façon optimale aux intentions moyennant leur faisabilité technique. Aussi, en aval, doit-il valider ses choix avec des experts techniques qui recadreront la solution ébauchée avant de procéder à la mise en œuvre.

Analogie avec une action potentielle d'un médiateur interdisciplinaire. Exemple: droit et mathématique.

Le droit latin, constitué de règles et de normes, est confronté à des problèmes de méthodologie juridique quand il s'agit par exemple de qualifier des faits. Les raisonnements construits à partir d'une logique classique binaire et des catégories juridiques manquent de souplesse lorsqu'il faut justifier le statut hybride de l'embryon, concilier des principes antagonistes, etc. Il s'agit de recherches fondamentales directement issues d'un nécessaire pragmatisme social. Parallèlement et sans liens, des mathématiciens travaillent à construire de nouvelles logiques, de nouveaux formalismes





potentiellement intéressants pour le droit. À l'inverse, le choix d'hypothèses ou d'axiomes fait par le mathématicien serait judicieusement éclairé par la pratique juridique.

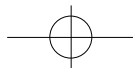
Un «passer de frontière» gagnerait à faire se rencontrer ces deux catégories de chercheurs distantes, en formalisant pour le mathématicien les questions juridiques, et en rendant accessible aux juristes les nouveaux outils de la recherche mathématique.

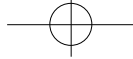
Ébauche d'un profil

Ce coopérateur interdisciplinaire participe à faire du tout plus que la somme des parties en veillant à la *mise en œuvre pratique* de la rencontre entre entités distinctes. Il rend possible le dialogue et la rencontre en gérant le planning et les objectifs estimés, en proposant des synthèses systématiques de l'avancée des réflexions, en réajustant les problématiques du contexte de la recherche en question (*veille épistémique*).

Il ne s'agit pas de donner un pouvoir décisionnel à une discipline sur une autre. Au contraire, il s'agit de créer des structures fructueuses de réflexion au sein desquelles une discipline garde son autonomie tout en accédant aux problématiques d'une autre, en l'enrichissant et en s'en nourrissant éventuellement.

- Caractéristiques de «l'interdisciplinaire» :
 - orienté «méthode» avant d'être orienté «savoirs» ;





- vecteur d'information ;
- intervient à la fois comme scientifique et comme gestionnaire (organisation).

- Domaines d'action :

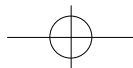
- recherches interdisciplinaires ;
- évaluation de la pertinence pragmatique de savoirs ;
- méthodes et organisation de travaux...

- Rôles :

- amorcer les dialogues ;
- identifier les aspects bloquants en termes de vocabulaire, notions ou en termes de courants de pensée ;
- former ou faire former chacune des parties aux rudiments des autres disciplines ;
- évaluer avec les enseignants-chercheurs le caractère prometteur de la recherche ;
- rendre compte de la démarche entreprise ;
- proposer des idées ;
- fonctionner par objectifs...

- Exemples de formations et compétences cibles :

- titulaires de double compétence ;
- qualités demandées à un consultant fonctionnel : capacité d'adaptation et de synthèse, écoute, méthode, communication ;
- connaissances en épistémologie ou en sciences de l'éducation.



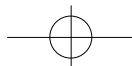


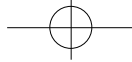
La mise en œuvre de la proposition requiert d'*ouvrir l'accès* à l'Université à des profils non spécialistes, «interdisciplinaires» coordonnant des projets transverses de la recherche universitaire et assurant un enseignement à caractère méthodologique, généraliste (qui peut correspondre aux cours dits de «formation humaine» ou «humanités» proposés en France dans les écoles d'ingénieurs) ou transdisciplinaire.

Cette mise en œuvre émanerait des autorités de l'Université et d'initiatives d'institutions comme le Centre national de recherche scientifique ou bien d'associations comme Prelude (Programme de recherche et de liaison universitaires pour le codéveloppement autosoutenable), par exemple cherchant à favoriser la recherche-action.

Elle requiert, outre une évolution des cultures, des moyens de *reconnaissance* de ces postes transverses non voués à la publication d'articles de recherche. Il faudrait aussi prévoir une allocation souple de crédits et lever les blocages de nature institutionnelle qui souvent peuvent freiner des initiatives dépassant le périmètre d'une unité de recherche.

Ce travail peut promouvoir l'intérêt d'enseignants-chercheurs disciplinaires à ouvrir leur champ à d'autres disciplines et peut être vu comme une *mise en œuvre pratique de la «dîme épistémologique»* proposée par Edgar Morin, qui consiste en ce que 10% du temps des enseignants-chercheurs soient consacrés à un dialogue interdisciplinaire. Il peut aussi déboucher sur des *recherches de méthodologies* à finalité transdisciplinaire intéressantes.





Formation

La formation universitaire doit aller à la rencontre des besoins sociaux du territoire.

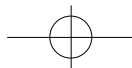
L'Université doit se mettre en relation avec l'enseignement scolaire et toute autre forme d'«apprentissage», de formation permanente et professionnelle, d'éducation populaire, etc.

■ Proposition

Alternier nécessairement formation théorique et formation pratique par l'expérience de terrain.

L'alternance est devenue plus que jamais nécessaire entre formation théorique et formation pratique par l'expérience de terrain, et les allers-retours sont devenus indispensables entre ces formations en mettant l'accent sur le caractère scientifique et social.

Le contexte contemporain privilégiant la théorie empêche d'appréhender la complexité et la globalité des réalités du terrain. La suprématie de la théorisation n'est pas compatible avec l'apprentissage de la transdisciplinarité et du dialogue avec les acteurs de terrain. Intégrer le terrain ne doit pas signifier alourdir excessivement les programmes de formation. Au contraire, cela doit entraîner une révision des principes organisateurs de l'enseignement. Par principe, les curricula universitaires doivent pouvoir intégrer la facilitation de la mobilité interuniversitaire et supposent des principes de coopération négociés entre partenaires réels. La réputation historique de certaines



universités ne confèrent aucun droit spécifique en termes de scientificité et de formation. Par exemple, certaines universités européennes dont le renom ne paraît plus être à faire sont moins innovatrices en matière de développement durable que des universités dites périphériques.

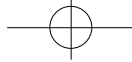
Des réseaux associatifs doivent être valorisés entre formateurs et universitaires pour permettre, par leur complémentarité avec l'institution, d'opérer les transformations nécessaires.

Cette proposition est déjà mise en œuvre, par exemple dans les programmes européens Erasmus et Socrate (programmes d'échanges et de mobilité des étudiants) ou dans les réseaux tels que Prelude (réseau d'enseignement et de chercheurs volontaires soutenus par leur institution qui contribue à concevoir et à mettre en œuvre des pratiques de codéveloppement durable). À noter qu'un an au moins est nécessaire pour mettre au point des échanges d'étudiants dans le cadre d'Erasmus.

■ *Proposition*

Adéquation de la formation au contexte culturel et social.

La programmation au niveau des universités, surtout celles des pays du Sud, doit tenir compte des problèmes réels de la société et s'articuler avec la programmation du secondaire et celle du primaire. L'école constituant un milieu très influant sur la personnalité de l'individu, le non-respect des valeurs culturelles de celui-ci lors de la formation scolaire risque de le déraciner de son milieu socioculturel.

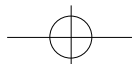


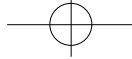
L'élaboration des programmes d'enseignement supérieur devrait tenir compte des problèmes réels de développement pris dans leur véritable contexte culturel, particulièrement dans les pays du Sud, pour pouvoir envoyer sur le marché du travail des cadres efficaces.

Cela requiert une définition précise des problèmes de la société dans toutes leurs dimensions et l'identification des priorités en matière de recherche essentiellement opérationnelle eu égard aux ressources limitées. Cette élaboration de programmes d'enseignement supérieur respectant les valeurs culturelles sociétales doit s'articuler étroitement avec la programmation de l'enseignement secondaire et primaire, qui doit elle-même accorder une place encore plus importante à la culture.

L'acquisition et le respect des valeurs culturelles de la part d'un expert s'acquièrent en réalité tout au long de sa formation et non au sommet de la pyramide. C'est pourquoi la réforme de l'enseignement supérieur doit s'accompagner de celle du secondaire et du primaire.

Cette façon d'élaborer les programmes d'enseignement, basée sur les problèmes réels de développement dans le respect de la culture, pourra permettre un développement endogène des pays et éviter la situation sociale que vivent les pays du Sud, qui gêne sérieusement la transmission des savoirs par l'expert. Il existe en effet au niveau des pays du Sud deux sociétés, l'une traditionnelle et l'autre dite moderne. On entend par société traditionnelle une partie de la population qui n'a pas fréquenté l'école ou qui sait à peine lire et écrire, vivant habituellement dans le milieu rural. La société moderne est celle constituée essentiellement de gens ayant terminé





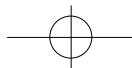
au moins leur scolarité primaire. On les trouve aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain. L'expert actuel appartient à la société moderne. La suppression de ce dualisme social suite à la réforme de l'enseignement en général lui permettra de conserver et de respecter les valeurs culturelles de sa société et d'utiliser un langage à la portée de ses pairs lors de la transmission des savoirs scientifiques dans un contexte d'expertise plurielle.

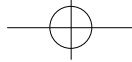
■ *Proposition*

Révision de la domination scientifico-technologique par un nouveau modèle de science et technologie qui intègre les savoir-faire des groupes non dominants.

La connaissance académique est un produit historique. Elle a lieu dans une société donnée et répond à l'épistémologie, au système de valeurs, à la cosmovision, aux intérêts du groupe dominant : la science-technologie prépondérante dans le système académique est actuellement le modèle dominant qui répond aux intérêts, au style cognitif, à la façon de percevoir le monde, etc., des hommes blancs, de classe moyenne-haute des sociétés occidentales.

L'actuelle maîtrise scientifico-technologique constitue l'une des manières de concevoir le monde et d'être en relation avec celui-ci. Elle a été consolidée au cours des siècles en oubliant les savoir-faire, les cosmovisions, etc., des autres cultures. N'oublions pas que la culture «féminine», bien qu'appartenant également à l'Occident dominant, répond à une autre logique, à d'autres valeurs, à une autre psychologie. Comment redessiner la connaissance académique qui s'est formée, au cours des siècles, à partir de





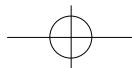
la cosmovision (et pour remplir les nécessités) d'une société occidentale-centrique-patriarcale-capitaliste-exploitrice (des humains et de la nature) ?

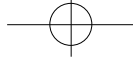
Les idéaux épistémiques de ce modèle sont: précision, détermination, contrôle, profit. Ses outils de compréhension: réductionnisme, fragmentation, séparation, contrôle... La dichotomisation/fragmentation obsessionnelle du penser/faire masculin occidental a construit une séparation de fer entre leurs propres valeurs, capacités, habiletés et les capacités et valeurs de tous et toutes les autres (ce que nous nommerons l'espace des exclu-e-s). Séparation posée comme antagoniste et incapable d'établir une connexion entre :

- espace dominant : rationnel, objectif, séparateur, scientifique, masculin ;
- espace des exclu-e-s : irrationnel, subjectif, relationnel, féminin.

Dans cet espace dichotomisé, on a fait coïncider les valeurs du féminin – au moins en partie – avec celles des autres cultures (africaines, indiennes). La pensée dominante construit des analogies entre tous les groupes appartenant à l'espace des exclu-e-s. Ce regroupement a été construit sur la négation des particularités de chaque groupe. Ce qui importe est qu'ils n'ont pas les valeurs dominantes.

Il s'agit donc de confronter l'idéal de contrôle et de profit du modèle dominant avec d'autres sociétés et d'autres cosmovisions qui ont maintenu une autre manière de se relier à la nature et (en interrelation avec ce premier point) une autre manière de concevoir les relations économique-productives. Le point de départ serait de reconnaître que dans l'Université (publique ou privée: dans ses associations avec les entreprises), c'est la connaissance





scientifico-technologique qui prime fondamentalement, dans le double sens de sa transmission et sa production. Sous ces deux aspects, elle est aveugle aux savoir-faire des minorités non dominantes de la société occidentale, par exemple des sociétés africaines. Nous devons réaliser une analyse de la connaissance, de son usage et du transfert scientifico-technologique, avec la reconnaissance des besoins et savoir-faire de ceux/celles vers qui ce transfert s'opère.

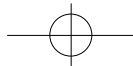
Du point de vue de la pensée complexe, le féministe, l'écologiste, le pacifiste, les positions des pays périphériques, le mouvement anti-globalisation, etc., convergent dans les alternatives.

1. *Valeurs.* La connaissance (et sa transmission), la recherche, l'application des connaissances doivent répondre à d'autres valeurs :

- paix : axe déterminant pour décider ce qu'on recherche/met en œuvre ;
- bien-être des humains et de la planète ;
- égalité économique.

2. *Connaissance et recherche.* Les connaissances sont sociales et localisées et ont une dimension économique-politique. Il doit donc y avoir un contrôle des recherches et une évaluation des risques et/ou bénéfices possibles.

3. *Acteurs.* Les programmes de recherche s'organisent sur la base de problèmes du monde réel, et non sur la base de la dynamique de chaque discipline isolée du reste du monde. Pour cela, il faut en finir avec la séparation entre sciences dures et sciences humaines. Et ajouter le tiers toujours exclu : les groupes sociaux sans instruction. Tous les acteurs sociaux doivent donner leur opinion/décider.





4. *Les sciences anthropo-sociales.* Les connaissances propres aux autres cultures, leurs cosmovisions, leurs manières de comprendre la nature, la littérature, la poésie, la culture orale doivent réalimenter la connaissance techno-scientifique dominante.

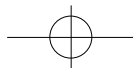
Cette proposition implique un fonctionnement dynamique en classe et un enseignement dans l'incertitude: la didactique doit être mise en œuvre par le biais d'un jeu dialogique entre connaissances sûres/finies et prise en compte de ce que l'on ignore. Pour cela, devront être mise en œuvre :

- une révision didactique des modèles de transmission des connaissances, qui nous permettront de cohabiter avec le doute et les connaissances inachevées;
- l'interdisciplinarité ;
- l'inclusion dans les filières scientifico-technologiques des matières relatives à l'éthique, la philosophie, la sociologie, la didactique de la science ;
- inversement, l'inclusion de la formation scientifico-technologique dans les disciplines anthropo-sociales, afin de pouvoir intervenir comme acteurs dans la prise de décisions ;
- une révision des cursus pour qu'ils intègrent les savoir-faire des exclu-e-s dans le modèle dominant.

■ *Expérience*

Promouvoir la création de l'Université inter- et transdisciplinaire.

Promouvoir et encourager la création des universités à partir d'une perspective de complexité, d'inter- et transdisciplinarité, en articulant les divers savoirs avec les problématiques d'un contexte local, régional et global. Cette proposition suppose



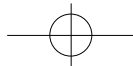


de repenser les principes fonctionnels de l'Université face aux défis contemporains, tout comme le type de société auquel les universitaires aspirent et souhaitent contribuer. Dans cette perspective, la création d'une université mérite une réorganisation académique, la formulation de nouveaux diplômes et une rénovation du processus pédagogique. Plus encore, cette création sollicite aussi l'auto-stimulation des communautés académiques et des décisions lucides, afin de convaincre ceux qui désirent une meilleure connaissance, une meilleure éducation.

La création d'une Université dans cette perspective de complexité, d'inter- et transdisciplinarité peut plus facilement se déployer dans des contextes d'autonomie relative – secteur public et privé – de jeunes universités, de petite et/ou moyenne taille, avec des équipes de travail bien intégrées et favorables au dialogue des savoirs.

La proposition de créer une Université inter- et transdisciplinaire repose sur la nécessité de faire face à des problèmes de plus en plus complexes et imprévisibles dans le contexte actuel ainsi qu'aux défis contemporains de l'éducation supérieure. Les réflexions et les suggestions faites sous l'angle de la pensée complexe de l'éducation supérieure, tout comme les recommandations de la Commission internationale de l'Unesco sur l'éducation pour le XXI^e siècle, peuvent constituer des références pour la conception d'une nouvelle Université.

De ce référentiel émergent les principes directeurs de la réorganisation universitaire, ainsi qu'une vision plus prospective de l'intervention sur des problèmes mieux insérés dans la réalité locale et globale. Dans une telle perspective, la recherche et l'enseignement doivent être conçus en terme d'apprentissage des étudiants et des professeurs, c'est-à-dire capable de



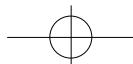


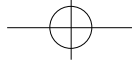
produire des réponses alternatives afin de surmonter les difficultés de l'environnement. Les réseaux de collaboration avec des institutions et des groupes sociaux sont indispensables pour donner sens et pertinence au travail éducationnel. Cette proposition requiert une redéfinition des composantes de base du modèle académique classique, entendu comme un processus de communication constitué de diverses composantes :

- une composante interdisciplinaire, à travers une phase commune de dialogue qui invite à échanger concepts et méthodologies et à relier, contextualiser et problématiser la condition humaine ;
- une composante disciplinaire «primaire» suggère une phase théorico-conceptuelle, méthodologique et de compétence de la discipline ;
- une composante de lien avec l'environnement, correspondant à une phase d'intervention interdisciplinaire face aux défis de notre communauté et sur la base de pratiques réflexives et de travail en équipe ;
- enfin, la dernière composante est celle de la différenciation intra- ou interdisciplinaire. Celle-ci consiste en une pré-spécialisation, de façon à envisager la professionnalisation à l'intérieur de la discipline (intra) et/ou avec le concours des autres disciplines (inter).

Par ailleurs, les relations communautaires qui définissent le rapport étudiant/enseignant ont un rôle fondamental dans le processus pédagogique formation/formateur.

Enfin, il convient de mentionner les conditions et les obstacles à l'application de ce nouveau projet universitaire : les obstacles épistémologiques, culturels, institutionnels, organisationnels, psychosociaux et économiques. En dépit de l'importance de tous ces obstacles, le défi le plus exigeant de ce

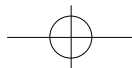


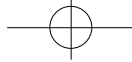


processus reste la construction d'une force éthico-intellectuelle capable de penser l'Université du futur.

Sans sous-estimer la gestion à court terme, ni négliger non plus la nécessité d'adaptation au système universitaire déjà existant, il est fondamental d'adopter une perspective à moyen terme afin de mener à bien les propositions de refondation de l'Université. Il est important de souligner que cette refondation ne consiste pas à adopter une optique radicale et/ou excessive de manière théorique, mais plutôt à prendre en considération la capitalisation des expériences positives issues de l'héritage historique de l'Université. De même, il est nécessaire d'assurer les conditions d'application de la proposition : ressources financières, humaines, revendications des étudiants, offres d'emploi, etc. Toute réforme génère des inquiétudes. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'imposer une nouvelle université par le haut et/ou venant de l'extérieur, mais d'obtenir la participation de la communauté universitaire, soutenue par un dialogue permanent et avec l'appui de diverses aides externes : autorités publiques, communautés locales, salariés, communauté internationale. La stratégie à adopter en vue de l'acceptation et de la mise en œuvre de cette proposition doit partir de la question d'un renouvellement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Université.

À l'intérieur en particulier, il faudrait promouvoir un changement de la culture monodisciplinaire, des réflexions sur les rivalités internes et les luttes intellectuelles abstraites pour les idées, susciter des stratégies de collaboration intersectorielle avec des universités, organisations civiles, entreprises, etc.





Cette proposition se base sur l'expérience de l'université latine d'Amérique (Morelia, Mexique), en cours de réalisation depuis trois ans. Bien que l'expérience soit partie d'une inquiétude du recteur de l'Université, elle a été partagée et enrichie avec l'ensemble des enseignants de l'institution. L'enseignant est l'élément clef dans la viabilisation de la proposition. L'étudiant est aussi un acteur important du système. Il faut faire face aux pragmatismes professionnels de la plupart des acteurs et être préparé à des réponses initiales peu favorables, étant données les expériences avortées en matière de réforme.

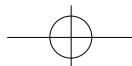
■ *Proposition :*

Relativiser l'idée d'excellence dans la hiérarchisation des contenus, des diplômes et des certifications.

Il faut dépasser les critères d'appréciation de l'establishment universitaire en relativisant les modèles élitistes et la priorité accordée à la formation théorique, sur-privilégiée notamment lors des délibérations des jurys d'examens.

Cette proposition s'attaque à la conception élitiste de l'Université qui s'est imposée dans le monde du fait en particulier de la globalisation et la dominance occidentale, et qui provoque une compétition effrénée dans l'Université, comme c'est le cas dans les entreprises.

Tout un modèle idéal de scientificité est fonction d'une hiérarchisation qui ne correspond guère à la réalité socioprofessionnelle à laquelle les diplômes et les unités de recherche conduisent. Par exemple, l'excellence dans le





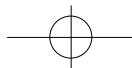
discours mathématique ne correspond pas à la réalité du mathématicien professionnel, souvent au service d'autres fonctions. Il se retrouvera d'abord enseignant, actuaire ou chercheur parmi d'autres, et non garant du sérieux scientifique et de la suprématie de son jugement. Pour un enseignement citoyen et responsable dans la construction et la transmission des savoirs, un formateur doit considérer l'apprenant, qui est responsable à part entière de son apprentissage, comme un véritable partenaire. La vie universitaire ne se résume pas à l'ingurgitation de syllabus.

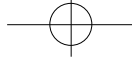
Il est fréquent de voir des étudiants évalués comme excellents réussir plus difficilement sur le plan social et professionnel que des étudiants plus moyens, mais plus engagés comme citoyens responsables dans la vie universitaire. Il faut donc garder à l'esprit que ni la docilité ni la concurrence effrénée ne sont de bons critères d'excellence, même si la crise actuelle, crise de civilisation, fait que l'on préfère s'appuyer sur la solidité et la sécurité des modèles établis.

Recherche

La recherche doit garder sa composante non-utilitaire, ludique, créatrice.

Dans certaines sociétés, il est nécessaire de donner une formation qui tienne compte du contexte culturel. L'exemple de l'Afrique doit inciter l'Université à tout mettre en œuvre afin d'éviter le clivage entre société moderne et société traditionnelle.





Enfin, l'Université, sujet dépositaire de connaissance et de reconnaissance scientifique, doit être aussi au centre des systèmes de propriété intellectuelle, ce qui permettrait une autonomie financière et stratégique.

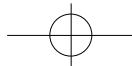
■ *Proposition*

Pour une recherche qui ne soit pas simplement du ressort des chercheurs.

Chercheurs et enseignants-chercheurs ne sont pas les seuls acteurs de la recherche, car des partenaires intérieurs (étudiants au sens d'apprenants...) et extérieurs à l'Université (industriels, politiques, groupes associatifs et professionnels détenteurs d'arts-de-faire locaux...) jouent un rôle essentiel dans la construction des savoirs et leur reconnaissance interne et externe. Aussi faut-il renforcer ou simplement rendre visibles les partenariats entre ces acteurs grâce à la conversion de l'idée de recherche en laboratoires ou en unités en celle d'action innovatrice en réseaux.

L'excellence et la qualité de la recherche sont fonction de sa pertinence et, en ce sens, elle ne peut plus être évaluée en fonction des critères classiques de sélection et de hiérarchisation du *Citation Index*², sous peine d'amplifier la fuite des cerveaux et de ne plus prendre du tout en considération le milieu et les conditions concrètes d'une recherche au service d'un développement local durable. Ce développement doit prendre en compte la diversité culturelle pour permettre une véritable maîtrise sociétale de la maîtrise technique et scientifique. Il s'agit de promouvoir une excellence plurielle enracinée dans les géographies et les terroirs.

Par exemple, seuls 10% des plantes pouvant être médicinales sont aujourd'hui connues. Le plaidoyer contre les pluies acides est un plaidoyer pour la



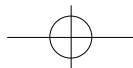


biodiversité forestière, utile y compris pour les firmes transnationales qui s'approprient la connaissance des molécules naturelles pour fabriquer et revendre dans les pays du Sud des produits pharmaceutiques à partir des molécules synthétisées.

On peut évoquer à ce propos l'expérience rapportée par le recteur de l'Université d'État du Mato Grosso (Brésil) lors de la Conférence internationale des universités à New Delhi en 1997 : cette université a changé son système de formation en cessant de former à et par la recherche à travers les filières disciplinaires, mais en développant des recherches-actions thématiques liées aux besoins et attentes du terrain. Elle y associe des étudiants de différentes disciplines (mathématiques, etc.) par l'action thématique concrète.

La difficulté est de casser les cloisonnements entre recherche fondamentale et recherche appliquée, enseignement et technologie, et de dépasser l'approche disciplinaire et l'idée de recherche de pointe qui lui est associée. La mentalité ne change pas de l'intérieur uniquement. Les réseaux de coopération transversaux et la reconnaissance sociale externe sont des critères de facilitation décisifs.

Dans une perspective de réseaux, chaque professionnel universitaire à son niveau peut prendre des initiatives sans attendre des directives institutionnelles des recteurs ou des ministères pour travailler avec des collègues d'autres facultés, des acteurs de milieux extra-universitaires, sans oublier d'y associer des étudiants.





Outre cette expérience brésilienne, ce type d'initiatives a également été mis en place en différents endroits, par exemple à l'Université nationale du Rwanda ou au Centre universitaire de recherche en pharmacopée et médecine traditionnelle (Curphametra), également au Rwanda.

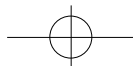
■ *Proposition*

Redéfinir la propriété intellectuelle dans le cadre de la reconnaissance scientifique.

En matière de propriété intellectuelle, on est confronté au problème paradoxal de la promotion scientifique des chercheurs en tant qu'auteurs de recherche dépourvus des droits d'auteurs de cette recherche. Dans le même temps, l'Université est dépossédée de sa fonction de dépositaire des résultats.

D'une part, les brevets (par exemple) prennent actuellement de l'importance dans les *curricula vitae* et les publications universitaires ; mais, d'autre part, la propriété de ces brevets est accaparée par des firmes industrielles qui empêchent pendant un certain temps la nécessaire circulation des résultats dans la communauté scientifique, considérée comme la seule instance pouvant valider le caractère scientifique de ces résultats.

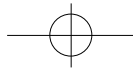
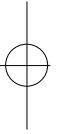
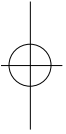
L'Université ne peut à elle seule prévenir ce processus qui relève de tous les acteurs sociaux et publics, comme problème de gouvernance mondiale. La coopération interuniversitaire doit susciter un débat public contradictoire mondial pour lever les blocages liés aux différents secrets industriels et professionnels (cas des brevets biomédicaux par exemple). Les syndicats





doivent jouer un rôle de catalyseur dans ce débat, ainsi que les associations citoyennes. Les universitaires doivent en particulier pouvoir jouer un rôle actif d'expertise ou de contre-expertise, comme cela a été le cas dans le domaine du nucléaire, des biotechnologies ou des technologies de la communication.

Accorder les droits de propriété intellectuelle aux laboratoires privés ou directement au chercheur entraîne des luttes d'influences internes à l'université (conflits, pouvoir), et ne favorise que les projets économiquement porteurs. Attribuer les droits à l'université permettrait par contre une autonomie financière et stratégique et le financement, par exemple, de projets délaissés par les fonds privés.

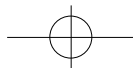
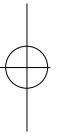
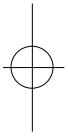


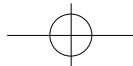
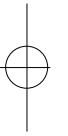
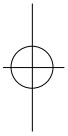
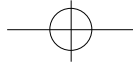


Notes

1. Paul Ricœur, *Histoire et Vérité*, Paris, Seuil, 1955

2. Bases d'informations bibliographiques, qui permettent d'identifier les chercheurs les plus cités dans les publications scientifiques.







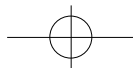
L'Observatoire international des réformes universitaires – Orus

Orus est un lieu de veille et d'expérimentation pour étudier les questions de la réforme de la pensée et le rôle de l'Université dans la société.

Vers une réforme de la pensée pour une université responsable

L'Observatoire international des réformes universitaires (Orus) est né de l'élaboration des propositions recueillies dans ce livre. Cette démarche a permis d'identifier, dans différents pays, *des innovateurs au sein de l'Université*. Ces innovateurs ont deux caractéristiques: ce sont des chercheurs de sens, soucieux d'un nouveau contrat social entre l'Université et le reste de la société; leurs innovations sont fondées en général sur des constats qui mettent en relief la nécessité de changements.

L'Observatoire cherche à promouvoir les initiatives de réformes universitaires autres qu'administratives, ainsi que les initiatives de programmes et de projets de recherches transdisciplinaires dont les buts sont de relier et d'articuler les connaissances dispersées et décontextualisées dans les sciences ou les humanités.





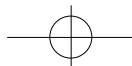
Orus est un outil incitatif qui a pour mission de promouvoir au sein de la communauté universitaire des actions de changements, de recherche, de suivi et/ou de promotion sur les questions touchant à *la réforme de la pensée*, c'est-à-dire l'ensemble des systèmes de connaissance ou de transmission des savoirs à travers lesquels se constitue une culture scientifique et pédagogique.

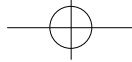
Les programmes d'Orus présentés ci-dessous seront renouvelés tous les trois ans, après réexamen de la problématique dans une stratégie de prospective; ils permettront de maintenir une réflexion critique permanente en anticipant sur les questions et les problèmes d'actualité, et en favorisant le caractère prometteur des recherches transdisciplinaires.

Présentation du projet

Objectifs généraux

La notion de réforme a une double signification dans le cadre d'Orus. L'une correspond à une démarche de connaissance visant à penser les complexités; l'autre, à la prise de conscience par les acteurs de l'université d'un certain nombre de problèmes et questions qui résultent des difficultés à relier les disciplines.

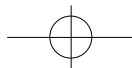
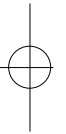
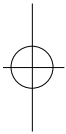




L'Observatoire se donne les buts suivants :

- Constituer un suivi international des réformes de l'Université dans une perspective transdisciplinaire et complexe de l'organisation et de la production de connaissances, afin de :
 - promouvoir le débat autour de la réforme de l'Université ;
 - contribuer à tisser des liens entre expériences au niveau local, régional et international qui promeuvent des réformes dans le domaine de l'université ;
 - contribuer à l'élaboration de propositions alternatives dans l'organisation des savoirs.

- Se donner un cadre de synthèse pour étudier les interactions dans le moyen terme entre les différentes dimensions d'un problème de réforme, et aussi :
 - valoriser les résultats de ces recherches vis-à-vis des décideurs (et/ou usagers), en leur montrant les utilisations possibles dans un cadre décisionnel des connaissances produites par un projet transdisciplinaire ;
 - contribuer à la formation et la restitution des résultats de la recherche : les observatoires locaux (voir ci-après) doivent être des lieux d'information et de formation scientifique à travers les programmes spéciaux proposés (université euro-latine d'été, sciences et citoyens, etc.). Ils doivent être des lieux de dialogue transdisciplinaire entre chercheurs, enseignants et acteurs de la société civile et politique.





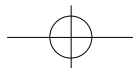
Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Promouvoir, développer et susciter des initiatives de réforme, programmes et projets de recherches universitaires – au niveau local, régional et international – qui fassent émerger de nouvelles formes d'organisation de la connaissance, particulièrement dans une perspective de complexité et de transdisciplinarité.
- Élaborer des méthodologies et des critères spécifiques pour l'évaluation des expériences de réforme de l'université.
- Organiser des lieux de débats et des groupes d'intérêt sur les questions de la réforme de l'Université, essentiellement à travers l'installation d'un réseau d'observatoires nationaux des réformes (observatoires locaux).
- Diffuser largement les produits de l'Observatoire, spécialement dans les milieux universitaires et les milieux décisionnaires.
- Élaborer une banque de données sur les expériences de réforme de l'Université, les pratiques innovantes et les ressources humaines liées directement à la promotion d'initiatives transdisciplinaires dans le milieu universitaire.

Lignes d'action

La traduction de la mission et/ou des objectifs de l'Observatoire sur le terrain de la pratique se situe à trois niveaux :





- Un *programme de recherches* sélectionnera ou construira une série de critères qui permettront d'évaluer la dynamique des expériences de réformes, tant au niveau national qu'international.
- Un *programme académique* aura pour objectif la réalisation d'activités académiques qui se focaliseront fondamentalement sur des champs problématiques dans le développement de nouvelles formes d'organisation et de production de connaissance.
- Un *programme éditorial* proposera une collection, « Arguments pour la réforme », axée sur la divulgation de l'information au sein de l'université mais également en dehors de celle-ci. Un premier ouvrage, *L'Université se réforme*, coédité en partenariat avec l'Université centrale de Caracas et l'Unesco est à paraître.

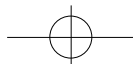
Projets spéciaux

- *Projet ALFA (2003-2004)*

Dans le cadre des projets européens de coopération internationale entre Europe et Amérique latine (programme Alfa), Orus a créé un réseau de huit universités pour se pencher sur le thème de l'évaluation comparative des connaissances.

- *Université euro-latine d'été*

L'université euro-Latine d'été, directement proposée par Orus, s'inspire du concept des universités européennes d'été adopté par l'Union européenne. L'organisation de ces universités fait partie d'un ensemble d'initiatives qui visent à donner un contenu concret à la notion d'espace scientifique universitaire liant l'Europe et l'Amérique latine.





- *Préparation de la conférence mondiale pour l'éducation supérieure de Unesco*
Orus participera à la conférence CMES + 5 de l'Unesco à partir d'un travail d'évaluation sur l'enseignement supérieur et l'éthique du futur.

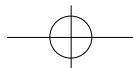
Fonctionnement

Organisation

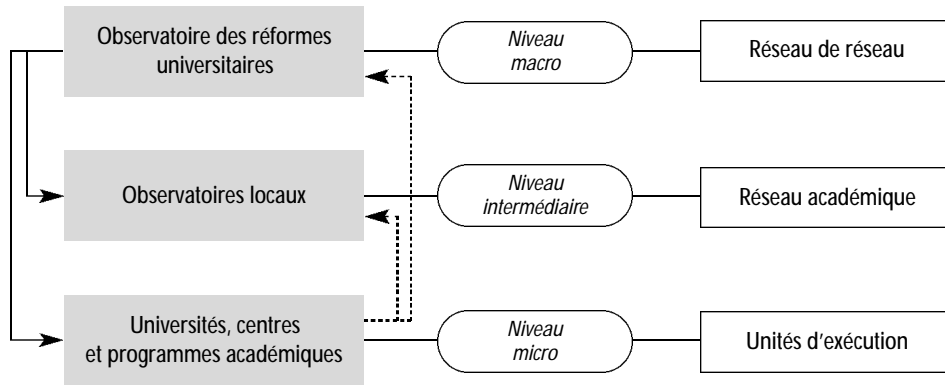
Le projet d'Observatoire des réformes universitaires constitue une initiative innovatrice aussi bien dans son mode d'organisation que dans sa mission et ses objectifs.

Il s'agit d'une structure organisée en réseau, avec des nœuds opératifs au niveau local (observatoires locaux) et une coordination internationale. De cette manière se dessine une structure multiniveaux et polycentrique («réseau de réseaux») avec des communications horizontales et une coordination globale/locale qui offrent des conditions optimales pour développer des dynamiques locales caractérisées par d'importantes composantes d'action.

Les observatoires locaux fonctionnent sur la base de projets au niveau intermédiaire. Ces projets sont associés d'une part aux expériences concrètes des universités et des centres académiques du pays de référence (niveau micro) et, d'autre part, aux projections et activités de perspective globale (niveau macro).



La coordination générale est assurée par l'équipe internationale de direction de l'Observatoire, qui travaille en relation directe avec les coordinateurs et correspondants des observatoires locaux en vue de la préparation et de la réalisation de projets institutionnels. Ces projets peuvent être globaux ou locaux, avec des objectifs nationaux et une articulation internationale.



Chaque observatoire local fonctionne à la manière d'un franchisé. Un correspondant de l'Observatoire central encadre le développement de l'observatoire local.

L'observatoire local s'engage à participer aux différents axes d'Orus (recueil d'informations et d'expériences, participation et animation de travaux collaboratifs, implication dans les projets spéciaux, développement du réseau et des partenariats).



Système d'information et de communication

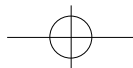
Le système d'information sera au service des acteurs de réformes universitaires. La conception du système d'information Orus se distinguera par une stratégie organisationnelle recherchant la pertinence des informations et l'efficacité des échanges. Les nouveaux modes d'organisation basés sur la gestion dynamique d'un réseau et de connaissances théoriques ou pratiques s'appuieront sur :

- le *site web*, qui apportera une diffusion simple et rapide d'informations de type revue électronique aux membres du réseau ainsi qu'aux simples visiteurs;
- une *base indexée de documents multilingues* (français, espagnol et anglais) qui consolidera les apports des différents observatoires locaux et facilitera la recherche ciblée d'informations;
- des *moyens d'échanges virtuels* (forums, gestion de contacts, listes de diffusion, réunions en réseau...) qui permettront un travail en réseau complémentaire des rencontres physiques.

Équipes et comité scientifique

Équipe de coordination du projet

- **Alfredo Pena-Vega**, responsable du projet et responsable scientifique, enseignant-chercheur au Centre d'études transdisciplinaires, Sociologie, Anthropologie, Histoire, EHESS/CNRS, Paris.
- **Rigoberto Lanz**, coordinateur du projet pilote vénézuélien Oru-Ve, sociologue, Université centrale du Venezuela, Centre de recherches post-



doctorales (Cipost), Caracas.

- **Luis Carrizo**, responsable des méthodologies, psychologue, Université catholique d'Uruguay, Montevideo.
- **Georges Garcia**, responsable du système d'information et de l'organisation fonctionnelle, Association pour la pensée complexe, Paris.

Correspondants

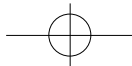
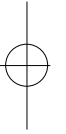
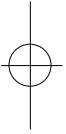
- M^{me} **Louise Vandelac**, sociologue, UQAM, Montréal, Canada.
- M. **Elimar Pinheiro Nascimento**, chargé de relations internationales, Centre de développement durable, Universidade de Brasilia, Brésil.
- M. **Julio A. Salek Mery**, recteur de l'Universidad autonoma Gabriel Rene Moreno, Santa Cruz de la Sierra, Bolivie.
- M. **Makarand Paranjape**, professeur de lettres, Université de New Delhi, Inde.

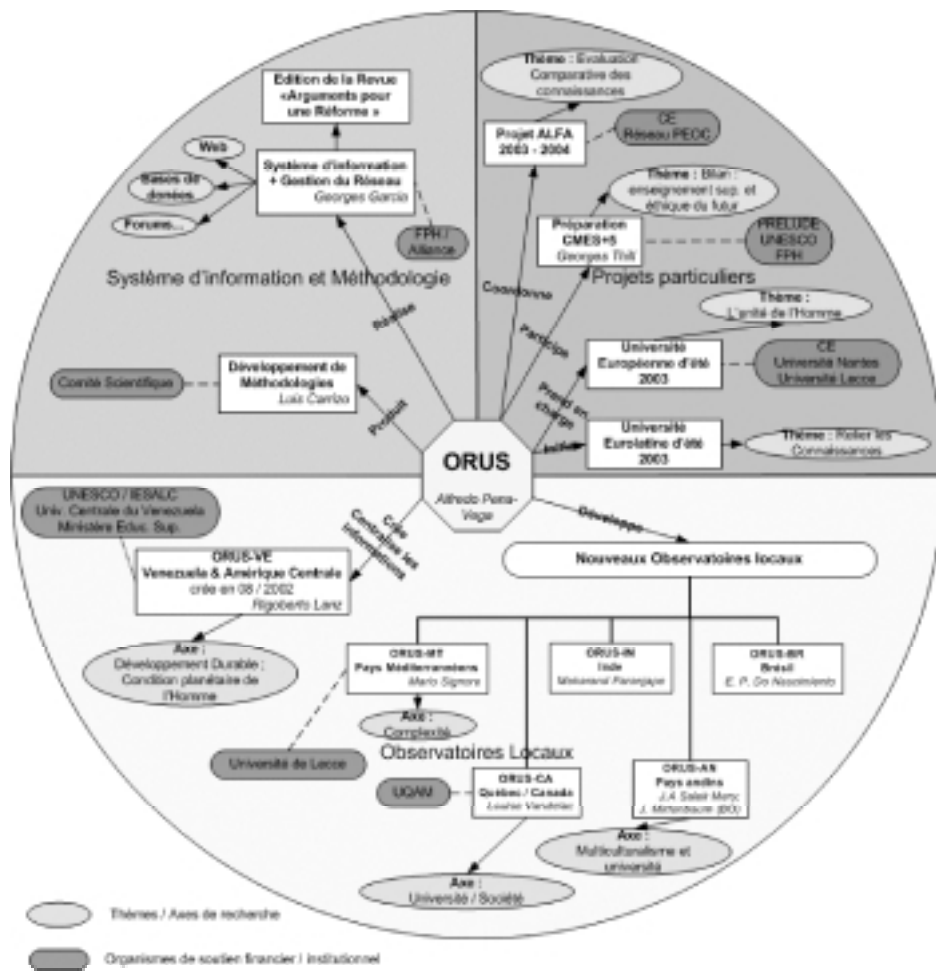
Comité scientifique provisoire

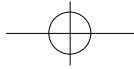
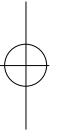
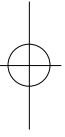
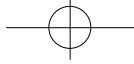
- **Président, Edgar Morin**, directeur émérite au CNRS, président de l'Agence européenne de culture à l'Unesco, président de l'Association pour la pensée complexe, France.
- M^{me} **Maria Giovanna Musso**, Università di Roma 1, Italie.
- M. **Jacques Ardoino**, professeur émérite, Université Paris VIII, France.
- M. **Cristovam Buarque**, ancien recteur de l'Universidade de Brasilia, ex-gouverneur de Brasilia, Brésil.
- M. **Marcel Bursztyn**, directeur du Centre de développement durable, Universidade de Brasilia, Brésil.



- **M. Mauro Ceruti**, président de la Faculté de Lettres et Philosophie de l'Université de Bergame, Italie.
- **M. Enrique Luengo**, recteur de la Universidad Latina de Morelia, Mexique.
- **M. Georges Thill**, Université de Namur, coordinateur scientifique de Prelude, Belgique.









L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

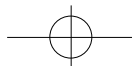
L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire regroupe de manière informelle des personnes et des organisations qui ont la volonté d'agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^e siècle.

Depuis la fin des années quatre-vingt, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années quatre-vingt-dix, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Ce texte, signé aujourd'hui par plusieurs milliers de personnes soit à titre individuel, soit comme représentants d'organisations et de réseaux constitués, dans plus de 115 pays, propose les bases suivantes :

- un diagnostic de la nature et des causes des déséquilibres de notre monde ;
- des valeurs et des principes d'action en vue d'un monde plus responsable et solidaire ;





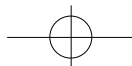
– des priorités et une stratégie.

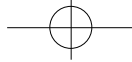
Des groupes régionaux se mettent alors en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent... l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant. Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de trois axes principaux d'organisation :

- Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géoculturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.
- Les groupes d'acteurs socioprofessionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.





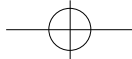
• Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'humanité est confrontée pour le XXI^e siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles: Valeurs et Culture, Économie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Les années 2000 et 2001 marquent une étape dans l'histoire de l'Alliance.

En effet, cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- Des **rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue.
- **Quatre Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- Une **Assemblée mondiale de citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille (France), réunissant plus de 400 participants du monde entier selon des critères stricts d'équilibre régional et professionnel.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de **cahiers de propositions pour le XXI^e siècle** et d'une **Charte des responsabilités humaines**, édités en plusieurs langues et dans différents pays.



Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter :

Le site de l'Alliance (www.alliance21.org) présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Les coordonnées et la présentation des personnes impliquées sont répertoriées sous forme d'**annuaire**, consultable sur le web.

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
a/s FPH

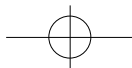
38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris – France

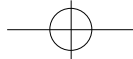
Tél. : +33 (0) 143147575

Fax : +33 (0) 143147599

Courrier électronique : info@alliance21.org

Site internet : www.alliance21.org

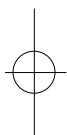




Les cahiers de propositions sur Internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitive, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site Internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

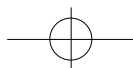
www.alliance21.org/fr/proposals

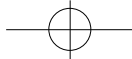


Thèmes disponibles

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Éducation et enseignants – L'éducation à une citoyenneté active et responsable – L'Alliance et les médias – L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire – Femmes – Actions et propositions de jeunes pour un changement social – Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation – Propositions du collège interreligieux – Guerres, génocides, ... face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain – Penser la réforme de l'Université – Maîtrise sociale du système de production scientifique – Société de l'information, société de la connaissance: la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation – Temps et développement soutenable.



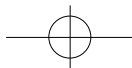


Économie et société

Les transformations du monde du travail – Le mouvement syndical à l'aube du XXI^e siècle – Exclusion et précarité – Entreprises et solidarité – L'exercice des responsabilités de l'entreprise – L'entreprise responsable – Production, technologie et investissement – Consommation éthique – Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale – Finance solidaire – Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun – La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique – Dette et ajustement – Commerce équitable – De l'échec de l'OMC à Seattle... aux conditions d'une gouvernance globale – Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales – Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néolibérale – Politiques économiques, idéologie et dimension géoculturelle – Femmes et économie – Économie solidaire – La santé et ses enjeux au XXI^e siècle – Les défis de la pêche artisanale au XXI^e siècle – L'agriculture et le développement durable – Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire – Sécurité alimentaire – Un carton rouge pour le tourisme ?

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au XXI^e siècle – Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage – Penser la ville de demain : la parole des habitants – Violences urbaines – Les paysans face aux défis du XXI^e siècle – Les leaders sociaux au XXI^e siècle : défis et propositions – Autorités locales ou animation locale – État et développement – Alimentation, nutrition et politiques publiques – De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité – Les militaires et la

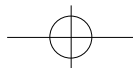
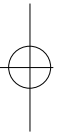
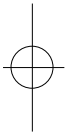


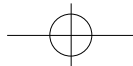
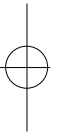
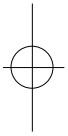
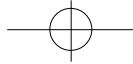


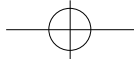
construction de la paix – Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du XXI^e siècle.

Relations entre l’humanité et la biosphère

Éducation à l’environnement: 6 propositions pour agir en citoyens – Propositions relatives à la question de l’eau – Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés – Forêts du Monde – Efficacité énergétique – Ecologie industrielle: programme pour l’évolution à long terme du système industriel – Société civile et OGM: quelles stratégies internationales? – Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives.







Les éditeurs partenaires

Édition en castillan au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

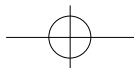
Renaud Bureau du Colombier et Camilo Torres
Courrier électronique : ccamp@apu.cbc.org.pe

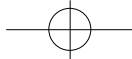
Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco – Pérou
Tél. : +51 84 236494
+51 84 232544
Fax : +51 84 238255

Édition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton Faria
Courrier électronique : hfaria@polis.org.br
Site Internet : www.polis.org.br

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 – Centro





São Paulo – SP – Brésil
CEP 01220-020
Tél. : +55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Édition en anglais au Zimbabwe :
Non-violent Action for Social Change (Harare)

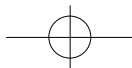
John Stewart
Courrier électronique : novasc@ecoweb.co.zw

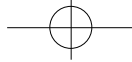
NOVASC (Non-violent Action for Social Change)
PO Box CY369 Causeway
Harare – Zimbabwe
Tél. : +263 4 722168
Fax: +263 4 703122

Édition en arabe au Liban :
Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad Majed
Courrier électronique : zmajed@hotmail.com

CCLS
Bourj Abu Haidar, Beyrouth
Nabatiyyeh, Liban Sud
Tél. : +961 1815519
Fax: +961 1703630





**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

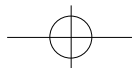
Courrier électronique : pipaltree@vsnl.com
Site Internet : www.allasiapac.org

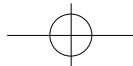
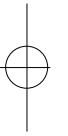
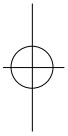
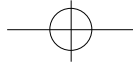
Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 – India
Tel: +91 80556 44 36
Fax: +91 80555 10 86

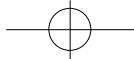
**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
Courrier électronique : ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016
Fax: +86 10 64643417







Sur le même sujet
aux Éditions Charles Léopold Mayer

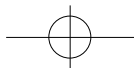
Plaidoyer pour des universités citoyennes et responsables

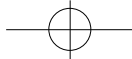
Georges Thill, Françoise Warrant

L'Université ne peut plus se limiter à construire et à transmettre des savoirs. Elle doit contribuer à former des citoyens responsables, capables de se déterminer individuellement et collectivement en participant activement aux débats et en contribuant aux projets qui les concernent. C'est ce que montre ce livre, basé sur une série d'expériences, qui illustre entre autres choses la pertinence et l'actualité de réseaux associatifs tel Prelude, où la formation et la recherche sont confrontées aux milieux de vie naturels et sociaux.

Presses universitaires de Namur/Éd. Charles Léopold Mayer, 1998, 236 p.

Réf. commande: XX.46 – 22,87 €





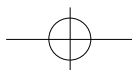
Le Dialogue des savoirs

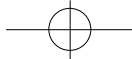
Les réseaux associatifs, outils de croisement entre la science et la vie
Georges Thill, avec la collaboration d'Alfred Brochard

Chercheur en physique des particules élémentaires puis professeur d'université au département interdisciplinaire Sciences, philosophies, sociétés de la Faculté de Namur, Georges Thill fait partie de ceux qui refusent le monde comme il est. Rompu au travail en équipe interdisciplinaire, il coordonne le réseau Prelude (Programme de recherche et de liaison universitaires pour le développement). En débat avec Alfred Brochard, journaliste au *Soir* de Bruxelles, il part ici en guerre contre la compétition effrénée qui accompagne la mondialisation de l'économie, de la finance et de la technologie. Et plaide pour le développement de réseaux associatifs comme complément indispensable à des institutions universitaires souvent sclérosées.

Éd. Charles Léopold Mayer/Éd. Luc Pire, 2001, 146 p.

Réf. commande : DD.112 – 7,62 €





Désenclaver l'école

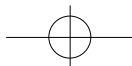
Initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire

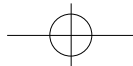
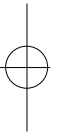
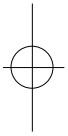
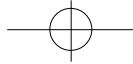
sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs

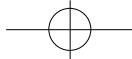
L'école a perdu son monopole éducatif : impossible aujourd'hui de parler d'éducation sans aborder ces autres lieux qui font l'éducation : la télévision, le théâtre, les maisons de jeunes, les associations d'éducation permanente, la presse, les mouvements d'alphabétisation, les clubs de sport, etc. Donner un nouveau sens à l'école, la désenclaver ne sera possible qu'en dépassant les clivages anciens entre continents, entre corporations, entre familles philosophiques... C'est ce qu'expriment les vingt-cinq textes de ce dossier, issus du forum «Éducation et société d'(à) venir» tenu à Liège en avril 1997 à l'initiative des États généraux de l'écologie politique, et d'une réunion du chantier «éducation» de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire.

Éd. Charles Léopold Mayer/Éd. Luc Pire/États généraux de l'écologie politique (Belgique), 1994, 104 p.

Réf. commande : DD.86 – 7,62 €







Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

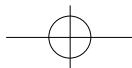
Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax: 0148064886

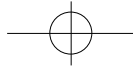
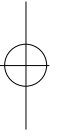
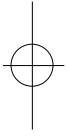
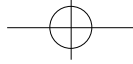
Sur place : mardi, mercredi, vendredi: 9h-13h et 14h-18h, jeudi: 14h-19h

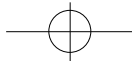
Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie







Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coproductions
Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions
Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société.	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

